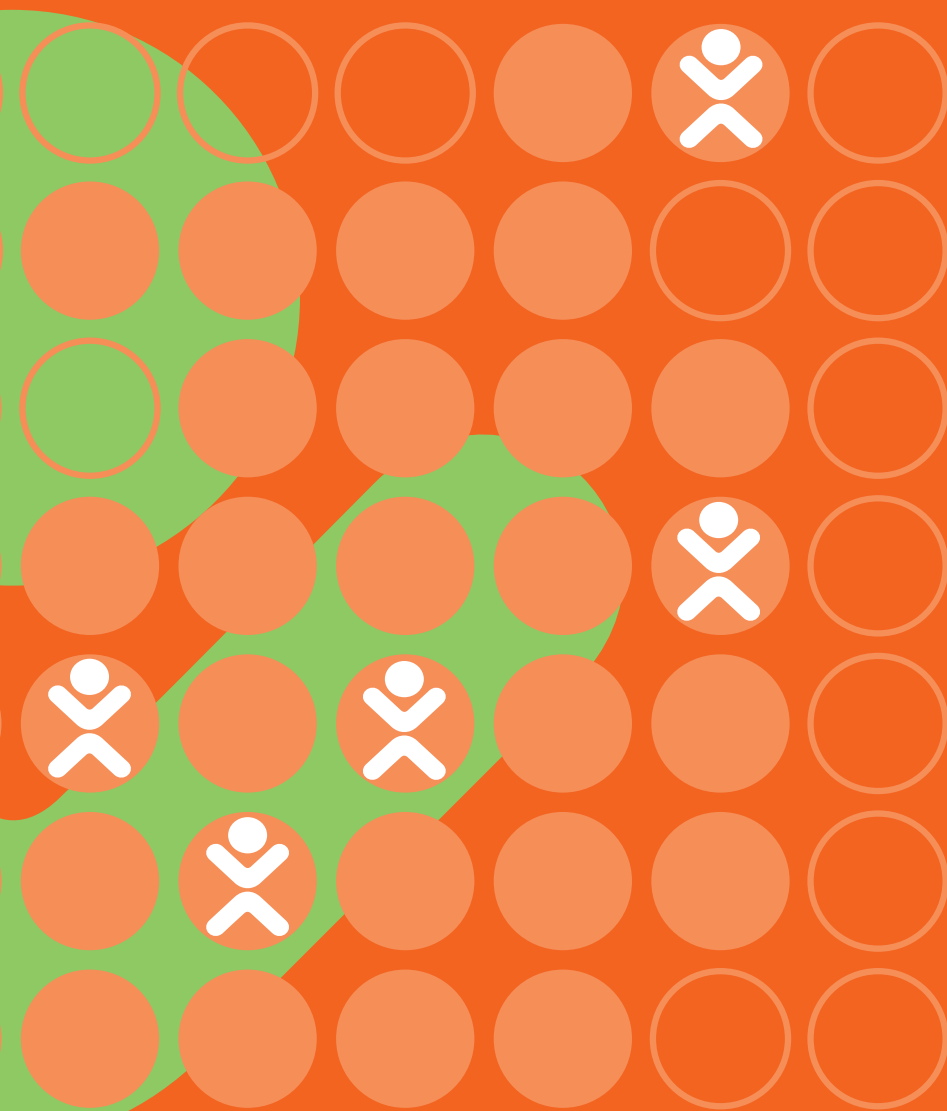


Expression(S)

Le Colloque du CESER Nouvelle-Aquitaine
"Habiter la Nouvelle-Aquitaine en citoyens"

Mercredi 30 novembre 2016

Synthèse





Sommaire

- 3 Avant-propos
- 4 Le mot du Président
Jean-Pierre Limousin, Président du Ceser Nouvelle-Aquitaine
- 8 Atelier 1
Quels ancrages, quels enseignements du passé,
quelles évolutions ?
Intervenants : Francine FORT, Gilles PARNAUDEAU, Imed ROBBANA, Maurice ROBERT
Animateur : Manuel DIAS VAZ
Rapporteur : Stéphane MONCHAMBERT
- 15 Les murs ont des oreilles
- 16 Atelier 2
Quel impact des typologies de territoires sur les manières
d'être des citoyens actifs ?
Intervenants : Yves JEAN, Jean MOUZAT, Étienne PARIN, Christine ROMAN
Animatrice : Annick ALLARD
Rapporteur : Guy GEVAUDAN
- 21 Les murs ont des oreilles (suite)
- 22 Atelier 3
Auto-organisation, accompagnement des initiatives d'acteurs
et politiques publiques
Intervenants : Bernard ARRU, Antoine FAYET, Anne LOUSTALOT, Nicolas TAILLANDIER,
Animateur : Jacques LOUGE
Rapporteuse : Emilie MORIN
- 29 Les murs ont des oreilles (fin)
- 30 Pause
- 32 Restitution des ateliers
- 34 Présentation de Jean VIARD, grand témoin
- 35 Les propos de l'intervention de Jean VIARD
- 50 Echanges avec l'assemblée
- 56 Le mot de la fin



Un trait d'union entre le passé et l'avenir

A l'instar du Conseil régional, le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional de notre région porte le nom de *Nouvelle-Aquitaine*.

Le colloque 2016 du CESER est le premier du genre dans le cadre de la nouvelle aire géographique de la région.

Né le 1^{er} janvier 2016 de la fusion des trois anciennes régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, le CESER compte 266 membres à titre provisoire pendant deux ans.

Comme l'explique son Président Jean-Pierre Limousin, « *cette évolution constitue bien plus qu'un simple changement d'échelle territoriale, impliquant une véritable transformation identitaire et culturelle* ».

Pour autant, le CESER reste fidèle à ses valeurs originelles. Ainsi, ses membres sont tous issus de la société civile et illustrent la diversité de sa composition : responsables d'entreprises, syndicalistes, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore associations de protection de la nature et de l'environnement.

Le CESER a pour mission de « mettre du liant entre les organisations au niveau territorial » et, à ce titre, contribue aujourd'hui comme hier à « faire région ». Pour cela, il constitue un lieu d'échanges et de débats par excellence.

A ce titre, son colloque 2016 est exemplaire.

D'une part parce qu'il perpétue la tradition des ex-CESER à organiser un grand rendez-vous annuel autour d'une thématique qui intéresse notre société à vivre ensemble.

D'autre part parce que le thème de ce colloque, à savoir « *Habiter la Nouvelle-Aquitaine en citoyens* », est constitutif des enjeux du CESER.

En ce sens, faut-il voir dans cet événement qui s'est déroulé le mercredi 30 novembre 2016 un trait d'union entre le passé et l'avenir.



Bonne lecture

Le Mot du Président



4



Ce colloque 2016 du CESER est le premier commun aux trois anciennes régions d'Aquitaine, du Limousin et de Poitou-Charentes. Il me donne l'occasion de rappeler les trois missions essentielles dévolues au Conseil Economique, Social et Environnemental Régional. La première consiste à informer le Conseil régional des évolutions de la vie civile au sein de notre région et de ses territoires. La seconde est de participer aux consultations à l'échelle régionale portant sur des sujets en lien avec nos prérogatives et la troisième d'éclairer les politiques publiques par nos avis. La question qui se pose souvent à notre rencontre porte sur l'identité des destinataires de nos travaux. S'agit-il uniquement des élus du Conseil régional ou avons-nous à communiquer auprès du grand public ? Comme le démontre ce colloque, nous devons assumer notre vocation à parler à tous, à enrichir les débats, à attirer tous ceux qui savent et tous ceux qui n'ont pas l'occasion de s'exprimer. Cette exigence est d'autant plus forte dans le cadre de notre nouveau territoire que celui-ci doit rassembler et fédérer des citoyens de territoires différents, et non pas les séparer. Il nous faut être capables de réunir « les sachants » et « les bétotiens », et de nous nourrir des remarques des uns et des autres. Dans ce cadre, et compte tenu de cette triple exigence, il est de notre rôle de tenir chaque année soit un colloque, soit un forum comme celui-ci. Ce colloque du CESER Nouvelle-Aquitaine s'intitule « Habiter la Nouvelle-Aquitaine en citoyens ». Cette idée a émergé suite à la publication d'un rapport remis en

décembre 2015 par l'ex-CESER Aquitaine. Vous trouverez à ce titre dans les documents qui vont ont été remis à l'accueil une synthèse de ce travail réactualisé à l'échelle de la grande région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes*. A partir de là, le colloque a été élargi à différentes problématiques correspondant aux trois ateliers organisés au cours de la journée. Nos remarques et réflexions en lien avec le territoire s'inscrivent forcément dans un contexte plus sociétal. Je veux aussi saluer la présence parmi nous du grand témoin de cette manifestation : Jean VIARD, directeur de recherche associé au Cevipof-CNRS, Centre de recherches politiques de Sciences Po. Le terme « témoin » n'est d'ailleurs pas forcément le plus approprié, puisque Jean VIARD est un acteur éclairé de notre temps et il nous fera part de la richesse de son expérience et la pertinence de ses analyses. Il ne me reste plus qu'à vous remercier de votre présence et vous souhaiter au nom du CESER Nouvelle-Aquitaine un excellent colloque 2016.

Jean-Pierre LIMOUSIN,
Président du CESER Nouvelle-Aquitaine

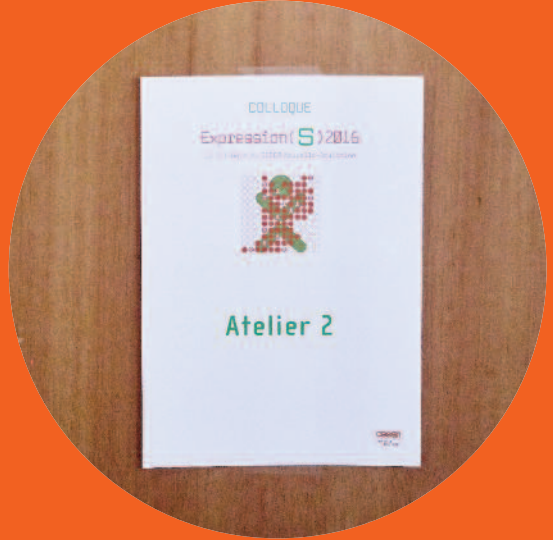


* Ce document est disponible sur le site Internet du Ceser.

<http://ceser-nouvelle-aquitaine.fr/synthese-2016-du-rapport-habitat-ceser-aquitaine-octobre-2015/>



Ateliers



6 ✕





Atelier n° 1



Quels ancrages, quels enseignements du passé, quelles évolutions ?

*Intervenants : Francine FORT (Arc en Rêve), Maurice ROBERT (ethnologue),
Imed ROBBANA (Comité Ouvrier du logement),
Gilles PARNAUDEAU (ancien maire de Vasles, association Mouton Village)*

Animateur : Manuel DIAS VAZ (CESER Nouvelle-Aquitaine)

Rapporteur : Stéphane MONCHAMBERT (CESER Nouvelle-Aquitaine)

Le thème de cet atelier invitait les participants à présenter les facteurs d'évolution et de ruptures dans les modes d'habiter. Il s'est aussi attaché à mettre en évidence les rapports au territoire, les pratiques d'activités, les implications des citoyens ou encore les différentes conceptions du « vivre ensemble ».

Retour sur les temps forts de cet atelier.

Synthèse des propos de Francine FORT (Arc en rêve)

Dans son propos introductif, Francine FORT (directrice de l'association Arc En Rêve¹) souligne l'importance des mutations en cours de nos sociétés : mutations sociologiques, économiques, idéologiques et institutionnelles... Ces mutations sont génératrices de nouvelles formes de solidarité mais aussi de réactions de repli face aux peurs qu'elles suscitent. Ces mutations induisent une recherche d'identité et d'appartenance qui s'apparente à une recherche d'équilibre entre des incitations et des aspirations parfois contradictoires, à la proximité et au local d'un côté et à l'universel et à la mondialisation par ailleurs.

Elle insiste sur le fait que la notion « d'habiter » renvoie à une approche beaucoup plus large que celle de « résider », faisant en cela référence aux travaux du géographe Michel LUSSAULT. Habiter, c'est non seulement se loger mais aussi travailler, s'éduquer, se déplacer ou encore se distraire à l'échelle d'un territoire donné. Elle met en tension les questions de l'ancrage, du mouvement et celle des connexions. Par ailleurs le territoire vécu n'est pas que physique car il est tout aussi immatériel.

Habiter un territoire ou un espace de vie ne relève pas seulement d'une dimension matérielle. Cela convoque aussi une philosophie du monde toujours d'actualité, aux racines vivantes sans lesquelles le monde ou la relation au monde perdrait en consistance.

Ce sont précisément toutes ces évolutions et tensions que l'exposition « Constellation » présentée par Arc en Rêve en 2016 souligne, en mettant en évidence les changements dans les modes d'habiter.

« Le monde change, les manières d'habiter changent. Plus que jamais, l'architecture, la ville, les territoires matériels et immatériels de l'habitation humaine doivent se penser à la lumière de ce qui n'est plus et de ce qui n'est pas encore advenu ». « Habiter ? C'est s'installer, rencontrer l'autre, se mouvoir et s'émouvoir dans les espaces et les temps de nos vies » (extrait de l'exposition « Constellations » présentée par Arc en Rêve en 2016).

Francine FORT considère que face aux résistances, aux peurs et aux réflexes de repli générés par les changements profonds de nos sociétés, la culture constitue un levier essentiel. Il faut avoir



¹ Arc en Rêve est une structure créée en 1981 dont le projet consiste à construire une culture architecturale mise en partage avec toutes celles et ceux qui font la ville. Elle mène des actions de sensibilisation culturelle dans les domaines de l'architecture, de la ville, du paysage et du design, avec un rôle de médiation pour la promotion de la qualité du cadre de vie.

conscience du fait que nous sommes arrivés au terme d'un monde révolu, par lequel l'habitabilité de la planète est remise en cause au profit d'une minorité d'intérêts (notion d'anthropocène, conscience d'un monde fini dans lequel « l'habiter » est remis en question par les grands problèmes de la planète). Ce que certains désignent actuellement sous le terme de « crise » traduit une double rupture : la contraction de l'espace et l'accélération du temps, favorisées par l'avènement de la société numérique. Un tel bouleversement appelle une pensée au regard de la fiction des mutations humaines qui se profilent (cf. NIETZSCHE et le concept de « surhomme »).

« Habiter », ce n'est pas simplement « résider ». C'est aussi travailler, s'éduquer, se déplacer ou encore se distraire à l'échelle d'un territoire donné



Ces évolutions appellent à un renforcement des « capacités » (*empowerment*) dans le sens donné dans ses travaux par Amartya SEN². Plus largement, elles invitent à reprendre le concept de développement durable au-delà des acceptions et des applications réductrices en vigueur (« verdissement » de l'économie, économies d'énergie, technologies vertes...).

Pour Francine FORT, l'enjeu pour nos sociétés consiste à composer avec ces grands facteurs d'évolutions et à surmonter les inquiétudes et les peurs. Pour ce faire, il est nécessaire de mettre l'économie au service du bien-être, lequel ne peut être réductible à la croissance. Cela implique de reconnaître et de promouvoir des pratiques alternatives face auxquelles le cadre institutionnel existant paraît dépassé.

Les trois principaux défis auxquels il s'agit de répondre sont d'une part le défi écologique, d'autre part celui de justice sociale et enfin le défi politique/démocratique dans la mesure où les formes de gouvernement permettent plus ou moins de relever les deux défis précédents. Pour y parvenir, Francine FORT reprend à son compte une formule portée par Jacques ELLUL : « Penser globalement, agir localement ».

« De jeunes architectes réinventent les modes d'habiter, privilégiant les démarches expérimentales et décloisonnées. Dans ces dernières, chacun n'est pas seulement propriétaire de son logement mais copropriétaire d'un espace habitat »

Elle apporte pour conclure une illustration de ces alternatives dans le domaine de la conception des espaces à vivre. Ainsi, nombre de jeunes architectes réinventent les modes d'habiter, privilégiant des démarches expérimentales et décloisonnées, dans le cadre de micro-projets et cela dans le monde entier. Ces « Gulliver » de l'habitat produisent des « signaux faibles », encore peu perceptibles, mais qui ont tendance à se démultiplier. Il en va de même de pratiques participatives ou coopératives dans le registre de l'habitat. Même si elles restent encore marginales, elles ne sont pas pour autant nouvelles car elles existent en Suisse depuis environ un siècle. Dans ces démarches, chacun n'est pas seulement propriétaire de son logement mais copropriétaire d'un espace d'habitat.

Synthèse des propos de Maurice ROBERT (ethnologue)

Maurice ROBERT est ethnologue, directeur de recherche honoraire du CNRS, auteur de nombreux travaux sur la société rurale limousine. Il apporte un regard historique sur les effets des actuels changements dans l'organisation territoriale du pays du point de vue de la structuration des identités territoriales. Or, la fusion récente de l'ancienne région Limousin avec les régions voisines de Poitou-Charentes et d'Aquitaine est à cet égard une fusion beaucoup plus « subie » que « naturelle ».

Le Limousin n'a entretenu que très peu de relations avec l'Aquitaine mais davantage avec la Charente. Le Limousin est un territoire dont les racines historiques et identitaires sont anciennes, remontant à l'Antiquité, et qui a toujours su conserver sa personnalité ou son identité

² Economiste, Amartya Kumar Sen a reçu le prix Nobel d'économie en 1998 pour ses travaux sur la famine, sur la théorie du développement humain et sur l'économie du bien-être.



propre. L'unité du territoire limousin tient à plusieurs facteurs, parmi lesquels une forme de patriotisme régional forgé dès la période de l'occupation romaine et la pratique d'un parler vernaculaire (le « limousin »). Ces particularités ont donné un peuple au tempérament à la fois pacifiste et frondeur qui ne s'est jamais démenti tout au long de l'histoire et jusqu'à aujourd'hui, terre de gauche anticléricale et antimilitariste, radicale, socialiste puis communiste au XIX^{ème} siècle, de cohabitation originale entre territoires urbains et territoires ruraux.

Le Limousin et sa capitale Limoges ont su aussi composer avec les évolutions et les ruptures successives et multiples (artistique, linguistique, économique, agricole, sociale, politique ou technologique), les phases d'accélération ou de transition, tout en s'inscrivant dans une forme de continuum historique.

« Le Limousin n'a entretenu que peu de relations avec l'Aquitaine. Il a toujours su conserver sa personnalité et son identité propre »

En cela, la fusion dans la Nouvelle-Aquitaine, pour être convaincante, doit s'inscrire dans la reconnaissance de cette diversité et de cette originalité des territoires qui la composent.

Premier temps d'échange avec la salle après ces deux premières interventions

Certains participants (représentants de la CGT, de l'UFAL) considèrent que l'approche retenue des mutations en cours sous l'angle « habiter le territoire » tend à sous-estimer ou à occulter la problématique du travail et de ses évolutions dans une société dominée par un néolibéralisme mondialisé.

Dès lors, il s'agit surtout de s'adapter à des réalités nouvelles qui s'imposent et qui aboutissent aujourd'hui, entre autres, à une forme de crise démocratique. Dans un tel contexte, l'enjeu est bien de penser la transformation de la société et pas seulement une transition ou une adaptation qui masquerait de fait une forme de résignation. L'objectif devrait être la construction d'un destin plus positif, ce qui suppose de changer de paradigme ou de modèle.

M. MONCHAMBERT, rapporteur de l'atelier, appelle des précisions sur la dimension juridique du défi démocratique ou politique auquel Francine FORT faisait référence dans son propos.

Tout d'abord, Francine FORT précise « qu'habiter le territoire » c'est aussi « y travailler » et qu'en ce sens, la problématique soulevée par certains participants est bien l'un des enjeux du débat actuel. C'est aussi pourquoi la référence à certaines micro-initiatives locales atteste des possibilités de modèles de développement alternatifs qui nécessitent des choix d'actions à une échelle pertinente. S'agissant du défi politique, s'il peut renvoyer à une question de portée juridique, c'est en faisant en sorte que le cadre législatif favorise la capacité d'innovation et permette l'émergence de nouvelles formes de gouvernement et d'une citoyenneté active. Face aux mutations en cours, ni les règles ni les modes d'organisation hérités ne peuvent rester en l'état.



Synthèse des propos de Imed ROBBANA – Comité Ouvrier du Logement (COL)

Imed ROBBANA dirige le Comité Ouvrier du Logement (COL). Il s'agit d'une coopérative de production de logements sociaux créée en 1951 et issue du mouvement des « Castors », initiative d'ouvriers ou de personnes modestes ayant fait le choix de l'auto-construction de leur propre logement en mettant en commun leurs compétences et leurs ressources.

Ce mouvement s'est développé sur la base de valeurs d'humanisme et de solidarité, permettant de promouvoir l'accession sociale à la propriété et l'habitat participatif. Le COL est l'héritage direct de cette expérience. Il opère sur trois types de métiers : bailleur social, acteur de l'accession sociale à la propriété et opérateur foncier. Imed ROBBANA insiste sur cette problématique particulière de l'accès au foncier qui aboutit aujourd'hui, compte tenu du coût de la charge foncière dans certaines zones tendues, au fait que le logement social est en quelque sorte sur le porte-bagages des promoteurs immobiliers.



« Compte tenu du coût de la charge foncière dans certaines zones tendues, le logement social est en quelque sorte sur le porte-bagages des promoteurs immobiliers »

Depuis une dizaine d'années, le COL a fait le choix de développer l'habitat participatif. Ce choix s'explique pour plusieurs raisons. L'intention première est de recréer du lien social en réponse à la montée des individualismes. Un quart de l'activité du COL concerne la médiation du fait que les gens n'arrivent plus à communiquer entre eux. Ensuite, en raison des réductions des budgets publics, il importait de réfléchir à de nouveaux modèles économiques permettant de protéger les coopérateurs. Ces considérations ont conduit le COL à privilégier le modèle d'un habitat participatif pour tous, destiné à des ménages à revenus modestes ou moyens, autrement dit à des prix permettant d'atteindre cet objectif. Ainsi, le coût au m² est actuellement de 2 300 € (au lieu de 3 200 € à Bayonne par exemple), grâce à un taux de TVA réduit pour ce type d'opération.

Actuellement, le COL développe une dizaine de projets de ce type, totalisant environ 300 logements. Ces projets sont conçus afin de favoriser la mixité sociale et/ou intergénérationnelle, permettant de répondre aux situations d'isolement de personnes âgées, comportant des espaces collectifs ou mutualisés dans le cadre desquels chaque occupant apporte sa contribution ou ses compétences. Leur conception est réalisée en concertation avec les futurs occupants, offrant un mode de production de logement qui part de la base, qui remet le citoyen au cœur du système, qui permet de réaliser des économies en mutualisant les ressources et de sortir d'un modèle de construction standardisé et industrialisé.

« Le COL a fait le choix de développer l'habitat participatif afin de recréer du lien social en réponse à la montée des individualismes »

Deuxième temps d'échange avec la salle après cette intervention

Un représentant de la Confédération Nationale du Logement (CNL) souligne les fortes tensions actuelles en matière d'accès au logement social, accentuées à la fois par la baisse des aides directes à l'investissement mais aussi celle des aides sociales (réforme des aides personnalisées au logement). Il considère par ailleurs nécessaire de nommer les choses pour ce qu'elles sont dans le constat qui est fait de la réalité. Il y a en ce sens bel et bien à tenir compte des problèmes rencontrés par les classes populaires, dans leurs difficultés spécifiques à habiter leur territoire notamment pour se loger et y travailler.

M. MONCHAMBERT appelle des précisions sur le modèle économique d'habitat participatif tel que porté par le COL.

M. ROBBANA indique que les projets concernés bénéficient d'un taux de TVA réduit sur le coût des opérations mais également d'un prix du foncier inférieur au prix du marché (du fait qu'ils s'inscrivent dans le cadre spécifique de l'accession sociale à la propriété) et d'un niveau de « marge » inférieur à celui des promoteurs, et de coûts de marketing moindres. Il ajoute que la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi « ALUR ») a d'une part légalement défini l'habitat participatif³ et créé deux nouvelles formes juridiques de société d'habitat participatif⁴.

Synthèse des propos de Gilles PARNAUDEAU (ancien maire de Vasles, association Mouton Village)

Vasles est un village de 1 500 habitants qui compte près de 20 000 brebis réparties sur un territoire de 9 000 hectares. En 1989, le constat de déclin démographique et économique a conduit



la municipalité à faire un choix de rupture en développant un projet, celui de « *Mouton Village* », à portée à la fois symbolique et culturelle mais aussi économique, par valorisation de l'élevage du mouton et de ses sous-produits. Cela a débouché sur plusieurs opérations, dont la Maison du Mouton, la création d'un groupe d'expérimentation (GEPO) ou encore d'une ferme expérimentale ou « couveuse », d'un jardin des agneaux, l'émergence d'un artisanat local (transformation de viande, fromagerie), d'un marché couvert et d'un parc touristique de 6 hectares. (aussi une ferme expérimentale / couveuse).

Pour réaliser ce programme de développement rural, la municipalité a fait le choix d'impliquer la population locale, afin qu'elle s'approprie le projet et participe à la conception et à la mise en œuvre. Un travail de sensibilisation auprès



³ « En partenariat avec les différents acteurs agissant en faveur de l'amélioration et de la réhabilitation du parc de logements existant public ou privé et dans le respect des politiques menées aux niveaux national et local, l'Habitat Participatif favorise la construction et la mise à disposition de logements, ainsi que la mise en valeur d'espaces collectifs dans une logique de partage et de solidarité entre habitants. » (art. L 200-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

⁴ La coopérative d'habitants d'une part et la société d'attribution et d'autopromotion – Cf. art. L 200-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et décret n°2015-1725 du 21 décembre 2015.

des écoles a été entrepris (théâtre) et les particuliers (éleveurs, artisans) ont été sollicités pour contribuer à son financement. Ce projet a généré une véritable dynamique locale, permettant d'inverser positivement la courbe démographique, de valoriser l'économie, l'emploi et le logement.

Vasles accueille désormais 30 000 visiteurs par an et 60 000 agneaux étaient commercialisés en 2007. Le projet a surtout permis de changer la perception et les mentalités des habitants, leur redonnant de la fierté et suscitant un effet de contagion autour du projet. Même si tous les résultats espérés (projets) n'ont pu aboutir (pas de poids sur la filière ovine), il témoigne du fait que l'audace et l'initiative sont des paris payants, dès lors qu'ils s'appuient sur l'originalité, les ressources et la diversité des territoires et de leurs identités.

En réponse à une question de M. MONCHAMBERT, M. PARNAUDEAU considère que si cette expérience était à refaire, ce serait plus facile aujourd'hui dans la mesure où nous vivons une période de profonde remise en question.

14



« Ce projet a généré une véritable dynamique locale, permettant d'inverser positivement la courbe démographique, de valoriser l'économie, l'emploi et le logement »



Les murs ont des oreilles



Quelques remarques entendues ici
ou là pendant le colloque...

- « L'habitation est principale, la résidence est secondaire »
- « En tout habitat il y a une notion d'ancrage et de racines »
- « L'identité se construit. Elle permet de construire un monde charnel »
- « L'habitat participatif constitue une nouvelle façon d'habiter le territoire. Ce projet, qui s'inscrit dans l'économie, n'est pas en rupture avec l'existant, mais en évolution »
- « Il y a toujours une résistance au changement. Lorsque j'ai proposé cette innovation, les gens venaient se plaindre. Quelques années plus tard, les mêmes me proposaient des projets en lien avec cette innovation... »
- « Il n'est pas seulement question d'habitat. Ce colloque aurait dû s'appeler « vivre et travailler sur le territoire »
- « Comment peut-on créer les conditions républicaines pour accompagner et soutenir les différents projets afin d'habiter en citoyen le territoire ? »
- « Il existe une quantité de jeunes qui sont en attente d'un nouveau monde. Nous avons besoin, en cette période compliquée, de sagesse pour faire face aux peurs et évoluer »

Atelier n° 2



Quel impact des typologies de territoires sur les manières d'être des citoyens actifs ?

Intervenants : Yves JEAN (Géographe, Président de l'université de Poitiers), Jean MOUZAT (Maire de Chanteix), Etienne PARIN (Urbaniste), Christine ALLARD (Directrice du GIP Pays et Quartiers d'Aquitaine)

Animatrice : Annick ALLARD (CESER Nouvelle-Aquitaine)

Rapporteur : Guy GEVAUDAN (CESER Nouvelle-Aquitaine)

Cet atelier s'est intéressé aux questions d'échelle des différents territoires qui composent notre nouvelle région autour de différentes questions. Comment créer une démocratie d'exercice ? Quel environnement faut-il préconiser pour que les citoyens disposent des moyens d'agir ? Comment faire interagir les différents acteurs (élus, universitaire, techniciens) de la métropole au monde rural ? Les profils différents et donc complémentaires des intervenants ont permis une approche plurielle des problématiques évoquées.

Les quatre intervenants de cet atelier vivent et s'investissent dans les 3 ex-régions de la Nouvelle-Aquitaine et dans des territoires différents : ruraux, périurbains, dans des villes moyennes ou en métropole bordelaise.

De même, leurs profils divergent avec :

- Un élu rural, agriculteur, porteur d'un projet de développement : Jean MOUZAT, maire de Chanteix.



- Un universitaire, géographe, Président d'université : Yves JEAN. Il a d'ailleurs dirigé un master 2 « Chargé d'analyse spatiale et de prospective territoriale ».



- La directrice de Pays et Quartiers d'Aquitaine qui œuvre à mettre en réseau des acteurs de développement territorial : Christine ROMAN.
- Un urbaniste, ex-directeur du Grand Projet des Villes (GPV) des Hauts de Garonne sur la rive droite de Bordeaux : Etienne PARIN. A ce titre, il a en particulier eu comme mission de définir une vision stratégique, cohérente et partagée de ce territoire urbain.



Leurs propos et leurs approches plurielles ont offert un éclairage intéressant pour les débats. Cet échange a permis d'observer, qu'au-delà de la spécificité des territoires, de la diversité de leur géographie et des découpages administratifs, il existe des problématiques socio-économiques et politiques partagées.

Synthèse de leurs interventions et des échanges avec la salle

Lorsque l'on s'interroge sur la place des citoyens, les mêmes questions se posent, que nous vivions dans des centres de villes moyennes, des quartiers défavorisés, dans des territoires ruraux ou au cœur de la métropole bordelaise. Plusieurs axes de réflexion ont été abordés au cours des interventions et des échanges. La nature des interactions entre les élus, les administrations, les structures intermédiaires et les citoyens dépend néanmoins du prisme par lequel vous abordez les problématiques.

Ainsi, sous l'angle de « l' élu », les questionnements ont porté sur l'aptitude des « politiques » à saisir les opportunités pour leurs territoires, la place qu'ils prennent dans les processus de décision, la volonté de prendre en compte les besoins de la population et les choix des citoyens, la capacité et le choix de mobiliser les structures intermédiaires et de concertation (Conseils de développement, conseils de quartiers, tiers lieux, associations, etc.) et à prendre en compte leurs avis.



« Le politique doit prendre toute sa place quels que soient les territoires »

L'Administration ne doit pas « faire à la place de » mais être « une aide à la décision »

Sous l'angle « administratif », les interrogations ont porté sur le poids croissant de l'administration dans les processus de décision et de construction des politiques publiques, en lien avec l'accroissement de la technicité et la complexité des problématiques, leur vision et leur recul, au service des porteurs de projets novateurs.

En matière de « structures intermédiaires », il a été noté qu'il existe beaucoup de structures de concertation (conseils de développement, conseils de quartiers, tiers lieux et associations, etc.). Encore faut-il qu'elles soient actives dans tous les territoires. La pertinence de leurs actions et de leurs interventions est liée, en particulier, à leur représentativité et à la place qu'elles laissent aux minorités, aux exclus, aux méthodes d'animation et de concertation déployées, à leur capacité à se faire « porte-parole », à être des « relais » et à se faire « entendre ». Ces relais sont de véritables outils de médiation : ils sont des facilitateurs et accélérateurs de l'expression citoyenne et continuent à rapprocher les citoyens des centres décisions.

La pertinence des structures de concertation tient à leur capacité à se faire « porte-parole », à être « des relais » et à se « faire entendre »

L'urbanisme et l'aménagement des espaces influent sur la place des citoyens. On ne peut pas dire qu'il y a des territoires déclassés en tant que tels. L'espace et les territoires doivent être appréhendés comme des lieux de convivialité et de vie. Il faut concevoir des espaces permettant des partages d'usages et des rencontres, s'appuyant sur une mixité fonctionnelle et favorisant une mobilité active.

Il paraît pertinent, pour faire territoire, de créer des perspectives autour de projets fédérateurs, pluridisciplinaires, s'appuyant sur des diagnostics des territoires précis et partagés

Cette approche permet, autour d'un sentiment d'appartenance puis d'engagement citoyen, de contribuer au développement des territoires, qu'il soit économique, social ou culturel. L'enjeu étant de coopérer et de travailler ensemble. Exemple avec le projet de développement de la commune de Chanteix à partir d'un projet culturel : créer une salle de spectacle en milieu rural. L'enseignement principal est que l'exigence de qualité, du point de vue de la démarche de participation et de co-construction et du choix des équipements, est essentielle pour la réussite d'un projet de développement et ce, quelles que soient les spécificités, la nature et la « fragilité » du territoire concerné. Ce projet, pourtant clivant au départ, a contribué au développement de la commune.

Concernant les conditions d'exercice de la citoyenneté, la question a été posée : le territoire détermine-t-il la participation citoyenne ou est-ce le citoyen qui dessine le territoire ? La tendance des échanges fait pencher nettement la balance sur la deuxième hypothèse.

Il a été noté, toutefois, quelques points de vigilance et d'interrogation : la place que laissent les structures aux citoyens, l'importance de lever les freins à la prise de parole, l'accès à l'information, l'écoute de la parole exprimée, les outils favorisant l'expression ou encore la place des exclus.

Dans cette dynamique, il a été rappelé la pertinence de l'éducation populaire, de l'action culturelle, de la mise en œuvre de projets fédérateurs, ainsi que le rôle essentiel de la vie associative, qu'elle soit économique, sociale, culturelle, sportive, environnementale, etc.

A la question de savoir « Comment faire région en Nouvelle-Aquitaine », il a été répondu les points suivants : valoriser les fiertés et le sentiment d'appartenance, développer des projets fédérateurs emblématiques, favoriser l'émergence des capacités, de potentialités individuelles, collectives et territoriales, veiller à une solidarité entre les territoires, initier des politiques différenciées de développement, fédérer les initiatives.

Il est essentiel d'avoir un développement harmonieux, durable et solidaire des territoires. Aucun individu, aucun territoire ne doit se sentir délaissé



Les murs ont des oreilles

(suite)



Quelques remarques entendues ici ou là pendant le colloque...

« La révolution numérique sera un enjeu des prochaines élections »

« Il faut réconcilier le citoyen et le politique, ce qui était à la base le sens des lois de décentralisation »

« Quand on analyse le fonctionnement des élus locaux, on repère des comportements différents. Ça va des baronnies locales qui ne soutiennent aucune initiative non contrôlée à ceux qui délèguent très facilement... »

« Dans les territoires, il faut trouver la bonne articulation dans le partage de responsabilités et dans la capacité à mobiliser des structures intermédiaires »

« Il existe dans nos villages et dans nos villes une vie associative d'une richesse exceptionnelle qui fabrique du lien social et de la citoyenneté »

« Les politiques publiques échouent dans leur démarche citoyenne souvent parce qu'elles sont très technicistes. Elles ne s'appuient pas assez sur la façon dont évoluent les habitants »

« Les gens qui habitent les quartiers dits défavorisés expriment 80 % d'opinions favorables sur leur lieu de vie. C'est inversement proportionnel à l'image que ceux qui n'y habitent pas »

« La question de la citoyenneté est surtout la question de la prise de parole. Beaucoup de gens s'estiment illégitimes ou incapables d'exprimer leur opinion. Il en résulte une autocensure sociale qui bloque le discours. Ces personnes ont pourtant plein de choses à dire mais s'interdisent de le faire »

« Je fais partie de ces citoyens engagés dans la noble mission de garder la vie dans le milieu rural qui m'a vu naître. La culture paysanne est trop souvent méprisée »

Atelier n° 3



Auto-organisation, accompagnement des initiatives d'acteurs et politiques publiques

*Intervenants : Bernard ARRU (Fondateur des Ateliers du Bocage),
Antoine FAYET (Président d'Habitat et Humanisme Gironde),
Anne LOUSTALOT (Directrice d'ETICA),
Nicolas TAILLANDIER (directeur du Pays Combraille en Marche)*

Animatrice : Jacques LOUGE (CESER Nouvelle-Aquitaine)

Rapporteuse : Emilie MORIN (CESER Nouvelle-Aquitaine)

Quelles expériences et initiatives d'une citoyenneté active peut-on référencer aujourd'hui dans notre territoire ? Quels sont leurs points communs et comment ces acteurs appréhendent-ils leur mission et leurs actions ? Cet atelier avait valeur de témoignages et a suscité de nombreuses questions.

**Intervention
de Nicolas TAILLANDIER,
directeur du Pays Combraille
en Marche (Creuse)**

Le Pays Combraille en Marche renouvelle sa charte de territoire. Pour cela, il ouvre « La Fabrique des Futurs », lieu d'échange avec la population et les acteurs du territoire autour des questions d'avenir. La Fabrique travaille avec les Communautés de Communes du Carrefour des Quatre Provinces, du Pays de Boussac, d'Évaux-les-Bains, de Chambon-sur-Voueize, de Chénérailles et d'Auzances-Bellegarde. La démarche menée sur ces



territoires vise à expérimenter des méthodes nouvelles pour accompagner la rédaction de la Charte 2014/2020 du Pays Combraille en Marche, véritable stratégie de développement du territoire.

La démarche s'orchestre à travers 4 étapes :

1. « La cartographie positive » : partager vos visions des futurs positifs des territoires
2. « La formulation et le choix des défis » : quels sont les défis prioritaires à relever pour le futur ?
3. « Les images désirables du futur » : écrire et représenter de nouvelles actions inventives pour le territoire
4. « La feuille de route » : Montrer et partager les futurs en vidéo et en extraire les premières actions à mener.



L'intervention s'est terminée par un échange avec la salle sous forme de questions/réponses résumées ici.

Quelle est la sociologie de votre territoire ?

Notre souhait était de représenter les habitants dans leur diversité : un éleveur, un jeune en agri bio, des personnes en recherche d'emploi... Cette question est d'autant plus importante que la densité de population est faible, de l'ordre de 17 habitants au km² (contre près de 5 000 sur Bordeaux).

Comment avez-vous touché ceux qui ont le plus de mal à se faire entendre ?

Le fait de ne pas être dans des lieux institutionnels aide. On connaît le terrain, les associations. On passe par des structures qui connaissent les personnes. La démarche a été d'associer les gens en allant par exemple sur les marchés.

Quel a été le lien avec les élus municipaux ou départementaux ?

Le projet a été expliqué aux élus et approuvé dans les Conseils de développement au sein du Pays. Des élus ont également participé à la phase de réflexion. On a planté des graines pour que la démarche soit connue et adoptée par les décideurs.

Où en est le projet aujourd'hui ?

Nous en sommes à la mise en œuvre des actions concrètes. Nous avons mobilisé de nouvelles personnes selon les sujets et les affinités. Nous faisons un point régulier de la situation du projet et de son évolution. La gouvernance d'une telle démarche constitue un vrai enjeu. Celle-ci s'inscrit dans une histoire du territoire. Le développement local, c'est d'abord une culture. L'opération s'inscrit dans la durée.

Intervention d'Antoine FAYET – Habitat et Humanisme Gironde



L'association *Habitat et Humanisme* se mobilise partout en France et développe de nombreux projets pour répondre, selon les contextes locaux, aux situations d'exclusion et d'isolement. 9 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté dans notre pays.

La question de la citoyenneté n'est pas spontanée pour ces personnes dont l'horizon de temps est à très court terme, parfois même au lendemain. Comment intégrer ces personnes dans les débats ?



Pour répondre aux différentes formes de précarité et aux besoins spécifiques des personnes en difficulté, *Habitat et Humanisme* propose divers types de logements et expérimente des solutions d'habitat innovantes. Elle dispose ainsi de 6 900 logements acquis en propre ou en gestion au niveau national. Pour autant, l'association ne se voit pas comme un bailleur classique. Elle considère que c'est par l'accompagnement de ces personnes vers un logement que l'on peut leur permettre d'exercer une citoyenneté et plaide pour un changement de regard sur ce public. Il est question de bienveillance, de compassion, d'ouverture... Bâisseurs de liens, l'association dispose d'un vrai savoir-faire en termes de logement très social. Elle a été créée par Bernard DEVERT, un promoteur immobilier devenu prêtre. Antoine FAYET note que l'épargne solidaire augmente en France ainsi que le nombre de bénévoles, estimé à 17 millions dans notre pays. En revanche, il s'inquiète des observations du CREDOC qui montre pour la première fois depuis 2008 une inflexion négative des Français. Plus de 50 % d'entre eux ne sont pas dans la compassion vis-à-vis d'une pauvreté qui s'accroît et se concentre sur les familles monoparentales, avec 3 millions d'enfants concernées.

L'intervention s'est terminée par un échange avec la salle sous forme de questions/réponses résumées ici.

Quelle est votre position sur le principe d'un revenu universel ?

Je n'éprouve pas personnellement un enthousiasme fort à cette idée. Les problèmes de l'isolement et de l'exclusion ne seront pas réglés par cette mesure. L'argent ne couvre pas les carences. Près d'un ayant-droit sur deux au RSA ne le réclame pas. De plus en plus de personnes n'ont pas accès au logement. Les centres d'hébergement sont submergés et les structures d'accueil d'urgence reçoivent de plus en plus de personnes : des jeunes, des familles, des migrants... Les personnes victimes d'exclusion sociale sont vite enfermées, avec des difficultés récurrentes d'accès aux droits, au logement, à la formation professionnelle...

Comment vous faites-vous connaître ?

A côté de la construction de logements, Habitat et Humanisme a développé des campagnes de logements solidaires en invitant à mettre à notre disposition des logements que nous louons via un conventionnement à des conditions adaptées aux publics visés.

Intervention de Bernard ARRU – Fondateur des Ateliers du Bocage et membres du fonds d'expérimentation « Territoire Zéro chômeur de longue durée »

Bernard ARRU est le fondateur de *Les Ateliers du Bocage*, une entreprise d'insertion née en 1992 qui est passée du statut d'association à celui de Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) en 2014. Elle intervient dans le recyclage et le réemploi de matériels informatiques et téléphoniques, la fabrication et le recyclage des palettes en bois, la collecte des déchets industriels banals et l'entretien d'espaces verts.

A travers une association, il participe à l'expérimentation « Territoire Zéro chômeur de longue durée ». D'envergure nationale, ce projet initié



par ATD Quart-Monde s'inscrit actuellement dans une phase expérimentale de quelques années dans une dynamique de petits territoires qui optent pour une organisation économique n'excluant personne. Ainsi, à l'échelle du territoire (commune, communauté de communes, quartier), il s'agit de proposer à toute personne privée durablement d'emploi et qui le souhaite, un emploi en contrat à durée indéterminée au SMIC, à temps choisi, et adapté à ses compétences. *« Personne n'est inemployable et le travail ne manque pas car beaucoup de besoins ne sont pas satisfaits dans nos territoires. En effet, les activités proposées doivent être utiles mais non concurrentielles avec celles existantes sur notre bassin de vie ».*

L'intervention s'est terminée par un échange avec la salle sous forme de questions/réponses résumées ici.

Quel regard portent les différents acteurs locaux sur ce projet ?

Les élus ont exprimé le souhait de voir cette expérimentation se mettre en place et d'aller plus loin. Nous avons un député très pugnace qui a réussi à mobiliser autour de ce projet dont le texte de loi a été voté à l'unanimité à l'Assemblée nationale et au Sénat. Les associations et les syndicats ont eux aussi adhéré. L'adhésion a été un peu plus difficile à obtenir des employeurs. Le message général est qu'on n'a finalement rien à perdre et que ce serait dommage de ne pas essayer.

Dans quels domaines les emplois vont-ils être créés ?

Beaucoup sont en lien avec l'environnement, le tourisme ou les services : gestion des forêts, emplois en lien avec le spectacle du Puy du Fou, requalification du camping municipal, prestations auprès de maisons de retraite, etc.



Intervention d'Anne LOUSTALOT – ETICA Stratégies créatives

ETICA est une association créée en 2004 par un groupe de professionnels de la communication qui dispose d'une solide expérience de la formation. Devant la difficulté à transmettre et à être performant dans certaines occasions alors que la formation représente un mode de progression bénéfique, ETICA s'est intéressé aux formes alternatives de formation.

En parfaite adéquation avec une étude européenne sur les difficultés d'intégration dans l'emploi, la structure associative a fait le constat que l'expertise des compétences d'un nombre important de candidats à l'emploi est correcte, mais qu'ils éprouvaient des difficultés, dans l'entreprise, à travailler ensemble et à coopérer.

L'idée d'ETICA a été de s'interroger sur ces questions de savoir-être, pourquoi elles ne sont pas prises en compte et transformées en compétences sociales, relationnelles et comportementales.

Ce manque est vecteur d'une très grande inégalité dans l'accès à l'emploi et dans tous les gestes de la vie quotidienne. Le collectif a donc élaboré des outils facilitateurs d'apprentissage des compétences relationnelles et a créé à cette occasion une collection de jeux de cartes.

Par la médiation du jeu, les publics acceptent de parler de débattre et de se poser les bonnes questions. Le jeu fait office de brise-glace. Chaque jeu fonctionne avec un personnage qui a un caractère et un libre arbitre. Les débats portent sur des questions d'actualité dans un pays imaginaire. Les participants font l'expérience de l'altérité et d'une forme de citoyenneté.

Le dispositif est aussi utilisé dans le cadre d'intervention auprès de jeunes détenus majeurs.

L'atelier s'est terminé par un débat général avec l'ensemble des participants, résumé ici.

- Une personne du public : *« J'écoute vos interventions mais je trouve qu'on aborde mal la question de la pauvreté, que sous l'angle curatif. C'est comme si on développait des maladies pour ensuite s'appliquer à les pallier. On positive le désastre. Il faudrait prendre le problème à la source et faire que la pauvreté ne se développe pas. La France se tiers-mondialise socialement. On ne voit pas comment on va pouvoir infléchir le mouvement. On est une société qui fabrique de l'exclusion. Société riche productrice de pauvres et d'exclus. Il faut inverser notre façon de penser, d'analyser comme seulement des coûts pour la société. Il faut lutter contre ces représentations. Investir dans le social, dans la solidarité. Investir dans l'humain ».*

Jacques LOUGE : *« Ne doit-on pas faire les deux ? Entre les acteurs associatifs qui cherchent des solutions, les citoyens qui commencent à se mobiliser, n'y a-t-il pas une boîte à outils pour sortir de l'arsenal administratif qui traite « la normalité ».*

Luc PABOEUF : *« Les dimensions « militant contre » et « militant pour » ne s'opposent pas. Il faut une démarche de construction créative et remettre la question du politique au cœur. Si on ne s'en tient qu'au diagnostic, on n'a plus qu'à aller se pendre. La citoyenneté active implique de ramener la question économique à*

la question politique. Nous devons faire preuve d'une capacité d'invention collective ».

Emilie MORIN : *« La question du « comment faire » est aussi importante que celle du « pourquoi le faire ». Il est nécessaire de mettre en œuvre des méthodes positives et sensibles pour changer les regards. Comment peut-on se projeter ensemble pour faire ensemble et pour vivre ensemble. Il faut briser les différences et les préjugés. Nous avons besoin d'être créatifs pour agir, même si cela nécessite souvent le temps long ».*





Les murs ont des oreilles

(fin)



Quelques remarques entendues ici ou là pendant le colloque...

« Je suis fatigué de l'utilisation du terme « tradition ». Il renvoie à une adaptation permanente impossible à réaliser. Il est temps de réfléchir la citoyenneté en capacité à transformer le monde d'un point de vue positif »

« Il y a urgence à trouver de nouvelles formes de gouvernance et de nouveaux systèmes de représentation »

« Quand on est confronté à de grandes mutations, il faut aussi faire évoluer les approches juridiques et politiques »

« L'échelle pertinente pour pouvoir agir au niveau européen, c'est la région »

« Aujourd'hui, on ne met que des rustines sur la pauvreté »

« Il faut investir dans le social comme on investit dans d'autres secteurs »

« On peut être dans un rapport critique par rapport à l'existant. Cela ne doit pas nous empêcher d'être « pour » des choses ». Il faut articuler le « pour » et le « contre » et ouvrir des perspectives »

« Je crois au faire-ensemble qui place les acteurs d'un projet sur un pied d'égalité. En co-construction, l'expertise de l'utilisateur est aussi importante que celle de celui qui construit le projet »

Pause déjeuner





Restitution des ateliers en plénière



32 ✕



Alyssa DAOUD et Terangi HENRIO du CESER ont invité les rapporteurs de chacun des ateliers à synthétiser les propos tenus dans la matinée.

Quelques images du début d'après-midi du colloque du CESER Nouvelle-Aquitaine.



Jean Viard



34



Jean VIARD est directeur de recherches CNRS au CEVIPOF, Centre de recherches politiques de Sciences Po. Diplômé en économie (DES, Aix-en-Provence), docteur en sociologie (EHESS, Paris). Ses domaines de spécialisation sont les temps sociaux (vacances, 35 heures), mais aussi l'espace (aménagement, agriculture, paysannerie), la mobilité et le politique. Ancien Président des groupes de prospective tourisme au Commissariat au Plan et à la Datar, il réalise aussi du conseil aux entreprises et aux collectivités territoriales. Conférencier, il est également l'auteur de nombreux ouvrages et dirige les Editions de l'Aube.

Ses derniers ouvrages :

- *Le moment est venu de penser à l'avenir*, Éditions de l'Aube, 2016
- *C'est quoi la campagne ?* Éditions de l'Aube, 2016
- *Le triomphe d'une utopie, la révolution des temps libres*, Éditions de l'Aube, 2015
- *La France dans le monde qui vient*, Éditions de l'Aube, 2013
- *Penser la nature*, Éditions de l'Aube, 2012
- *Nouveau portrait de la France : La société des modes de vie*, Paris, Éditions de l'Aube, 2011.

Intervention conclusive du grand témoin Jean VIARD

Alyssa DAOUD et Terangi HENRIO, animatrices du colloque, invitent Jean VIARD à prendre la parole pour son intervention en qualité de grand témoin.

J'ai beaucoup appris de ce colloque et de ses ateliers et il est important de voir poser le problème et de prendre connaissance de toutes les initiatives le concernant. Regarder ce qui s'est passé à tel endroit ou à tel autre, voir des gens se battre contre l'exclusion et contre la pauvreté dans certains quartiers, tout cela est réconfortant et montre à quel point la société est vivante. Ce que je veux montrer c'est que, dans les changements que nous vivons, le cœur du changement est culturel, il est dans nos propres pratiques, dans nos propres choix.

Ce sont les changements culturels, notre mobilité, l'allongement de notre espérance de vie, le fait que plus on vit longtemps, plus on vit par séquences courtes, on change de partenaire, on déménage, etc., qui ont amené des innovations technologiques. Ces innovations technologiques – à savoir, pour schématiser, internet et les smartphones – ne sont pas forcément géniales, mais elles sont d'une utilité dédiée : ma grand-mère, dans les Vosges, avec ses deux vaches, n'avait pas l'utilité de ces technologies. Ce sont les changements culturels de nos modes de vie qui induisent des innovations technologiques et ces innovations technologiques bouleversent le monde du travail, le lien social, le rapport au territoire, etc. Nous sommes dans ce processus. On pourrait dire que c'est le temps qui a changé dans nos sociétés. On est allé plus vite, on vit plus longtemps, on se bat pour vivre mieux... Nous sommes entrés, disait Jean FOURASTIE⁵, dans une « civilisation des vies complètes ». C'est une toute nouvelle civilisation dans laquelle l'espérance de vie s'est allongée d'une génération depuis la Seconde Guerre mondiale ! C'est absolument gigantesque : nous sommes passés de trois générations à quatre générations vivantes alors

« On peut dire que c'est le temps qui a changé dans nos sociétés »



que l'on n'avait pas autant augmenté la vie en l'espace de deux mille ans. Et cela s'est fait en moins d'un demi-siècle. Il y a un siècle, les deux tiers de cette salle seraient déjà morts, moi y compris, donc il faut garder ça en mémoire pour avoir une bonne perception des changements. C'est le cœur de ma réflexion.

Je m'amuse souvent à donner des chiffres qui connectent deux phénomènes : 65 % des bébés premiers-nés naissent hors mariage ; trois milliards d'ordinateurs. C'est-à-dire rupture culturelle d'un côté, innovation technologique de l'autre : une société où l'individu est de plus en plus autonome a besoin de réinventer d'autres liens, sinon on ne se voit plus, on ne se parle plus, on ne communique plus. Avant, quand le paysan vivait dans son village, le bourgeois dans son quartier et l'ouvrier dans le quartier rouge à côté de l'usine, il suffisait de se parler. Maintenant, quand on fait cinquante kilomètres par jour, on ne peut plus avoir les mêmes systèmes de liens entre les populations.

⁵ Economiste mort en 1990, auteur d'une quarantaine d'ouvrages et célèbre pour être l'auteur de l'expression « des trente glorieuses ».

« On gère à la fois la poussette de nos petits-enfants et la chaise roulante de nos parents ! »

Voici donc, pour s'amuser, quelques séries de données : on perd en moyenne ses parents à 63 ans. La transmission des générations se fait donc au moment de la retraite. Dans l'histoire humaine, c'est une révolution, avec ses côtés positifs et ses côtés négatifs. Positifs parce que la transmission culturelle s'est allongée, nos enfants ont entendu parler de ce qui s'est passé il y a cent ans. On vit ainsi avec un siècle de mémoire dans les familles, y compris les immigrés, donc leur intégration n'est pas la même que celle des générations précédentes. Ce sont des phénomènes essentiels. Cela veut dire aussi que l'héritage se fait au moment de la retraite et non plus à 40 ans comme il était de tradition. Avant on estimait qu'on avait deux vies d'adulte ; la première, c'était : je suis un adulte, donc je me reproduis et je gagne ma vie. La deuxième,

c'était, j'ai hérité, je ne suis plus sous le regard de mes parents et j'ai un peu de cash pour investir, développer, etc. Nous, nous héritons quand nous sommes à la retraite et nous plaçons cela dans les résidences secondaires ou des camping-cars. C'est évidemment un modèle économique différent, l'économie du loisir est une économie mais la production de richesses n'est plus du tout de même nature.

Deuxième élément qui caractérise cette société : on est grand-parent à 53 ans. Donc, la fin de vie est très compliquée. A 53 ans, grands-parents, une pression pour garder les petits-enfants, on pousse les parents dans la chaise roulante, on est à la retraite, ils meurent et on prend la chaise roulante. Bon ça fait un bouleversement tout à fait particulier.

« Dans notre société, le temps de travail représente 12 % de notre vie. En moyenne, nous allons vivre 700 000 heures. On vivait 500 000 heures avant la guerre de 14 »

Dans cette société-là, le temps de travail représente 12 %. Nous allons vivre 700 000 heures, ce n'est pas ce qui vous reste en tout. On vivait 500 000 heures avant la Première Guerre mondiale. L'espérance de vie sur la planète est passée de 59 ans à 69 ans. Etant dans la partie la plus aisée, nous gagnons plus que les autres mais gardons en mémoire que nous allons vivre 700 000 heures. La durée légale du travail pour obtenir la retraite c'est 63 000 heures. On sait bien qu'ici la plupart des gens travaillent beaucoup plus mais en réalité quand nous aurons travaillé 80 000 heures dans votre vie ce sera le maximum et donc, il nous reste beaucoup de temps pour faire autre chose. Et ces masses sont tellement énormes qu'on ne les voit même pas.

Une autre donnée sympathique, c'est que l'on fait en moyenne 8 000 fois l'amour dans une vie pour faire deux enfants. Avant la Première Guerre mondiale, on faisait en moyenne 80 fois l'amour par bébé. La « productivité » était donc bien meilleure. Si je donne ces chiffres, c'est par amusement, mais c'est aussi pour dire que le



« Les gens nous disent qu'ils sont heureux dans leur vie privée. C'est la société qui est en crise, ce n'est pas l'individu. On est dans une société du malheur public et du bonheur privé »

changement affecte les choses les plus intimes de la vie, et pas simplement les grands modèles : réchauffement climatique, migrations, etc. Nos vies intimes, nos vies familiales n'ont d'ailleurs plus rien à voir. Si on ne comprend pas ça, ces bouleversements-là, qui sont dans l'intimité de nos vies, on ne comprend pas ce qui est en train de se passer.

Et en même temps les gens sont heureux : 75 % des gens disent qu'ils sont heureux dans leur vie privée, dans leur travail, dans leur quartier (les Allemands à 82 %, question de niveau de vie ?). Dans nos sociétés, il y a un rapport aussi entre richesse et bonheur mais les gens, dans leur vie privée, sont heureux. C'est la société qui est en crise, ce n'est pas l'individu. On est dans une société du malheur public et du bonheur privé. Cela n'enlève pas les pauvres, nombreux, ils existent, on se bat beaucoup pour essayer qu'ils soient moins pauvres. Parmi ceux-là, les plus symboliques, ce sont les femmes seules avec enfant. On a cette société de liberté, cette société de transformation des vies privées, mais il y a un reliquat, ce sont 1,5 million de mamans avec 2 millions d'enfants. Y a-t-il une politique pour cette population ? Eh bien non. 20 % des logements des quartiers populaires sont habités par des femmes seules avec enfants qui en général n'ont ni CDI et ni partenaire sentimental. Et c'est une grosse partie des clients des Restos

« On est sur des processus d'accélération qui rendent extrêmement complexes tout travail intellectuel. Ceci explique en partie les grandes difficultés de nos politiques »

du cœur, à moitié sous le seuil de pauvreté. Donc, cette société de discontinuité de mouvements produit des chutes : le chômage, la pauvreté, la solitude des vieux, 7 millions de personnes toutes seules, le suicide chez les personnes âgées.

Malgré tout cela, il n'empêche que le cœur de la société est heureux, heureux sans perspective, sans avenir, sans récit. Donc c'est bien avec ces paradoxes qu'il faut jouer. Si j'insiste tant sur les responsabilités individuelles, sur le fait que c'est nous qui changeons, c'est que dans cette société, tout le monde se plaint. Tout le monde n'est pas content parce que tout le monde a peur, parce que tout le monde a peur du changement, parce que le changement est tellement rapide qu'on n'arrive même pas à le penser. Il m'arrive de conseiller des grands décideurs, mais c'est extrêmement difficile parce que la pensée des intellectuels n'est même pas construite pour aider les gens qui décident. Récemment, je discutais avec la direction de Blablacar. Je leur suggérais de financer des thèses à l'université puisqu'ils ont les moyens. On me répond en gros : « Vous êtes gentil, mais ils vont nous donner le résultat dans trois ans, mais le problème c'est que dans trois ans, le transport n'aura plus rien à voir avec ce qu'il est aujourd'hui. » Nous sommes dans des processus d'accélération qui rendent extrêmement compliquée la réflexion tant de l'intellectuel que du politique. Les politiques ont tous appris la politique avant l'internet, avant le mobile. Ils ont appris à s'en servir parce qu'ils en avaient la capacité – quoiqu'en général ils ont une assistance qui règle tout dès qu'il y a un petit problème – mais il n'empêche qu'effectivement ils ne sont pas tombés dedans bébé et ils sont dans un autre temps, ils sont dans un autre monde.

« Les phénomènes que je viens d'indiquer renvoient aussi à des questions territoriales avec un chiffre significatif : 61 % du PIB national se produit dans les 12 plus grandes métropoles, Bordeaux y compris. Ils bouleversent donc les systèmes de production, mais aussi les lieux de la création de richesse »



En même temps, pour revenir à nos questions territoriales, 61 % du PIB national se produit dans les douze plus grandes métropoles. Dans ce processus, tout ce dont je vous parle bouleverse les systèmes de production et bouleverse les lieux de la création de richesse : 31 % du PIB est produit en Île-de-France, 61 % dans les douze plus grandes métropoles. Les douze plus grandes métropoles n'ont pas arrêté de créer de l'emploi depuis 2008. Toutes, Bordeaux parmi les autres. La mine du XXI^e siècle, c'est la métropole.

La métropole, elle doit être touristique, universitaire, avec de bons services publics et une bourgeoisie urbaine investissante : ce sont les quatre fondamentaux pour ces métropoles. A ce moment-là, il se crée une urbanité qui attire les entreprises, qui attire l'innovation, qui attire la richesse, c'est un processus qui n'a pas été voulu, ce n'est pas la faute de l'un ou de l'autre, c'est que la nouvelle société collaborative n'entraîne pas les mêmes liens, les mêmes innovations, le même rapport à la possession.

Blablacar, ce sont 3 millions de déplacements par mois. Comment la SNCF pourrait prévoir sur l'investissement transports, quand on est à 3 millions par mois sur Blablacar ? On pourrait prendre Airbnb : ce sont 1,5 million de chambres, le groupe Accor c'est 500 000 chambres, Accor c'est 120 000 salariés. Accor a financé 500 000 chambres, Airbnb n'a rien financé du tout, 1,5 million de chambres, 6 000 salariés. Comment ces deux modèles économiques peuvent-ils fonctionner l'un par rapport à l'autre ? On peut dire qu'il faut fermer Airbnb ? Non, il faut comprendre ce qui se passe.

« Regardez comment les nouvelles générations ont une culture de l'usage bien avant la culture de la possession »

« On est en train de réinventer l'autoproduction domestique qui avait été à la base des milieux populaires »

Ils avaient ensuite à côté un revenu monétaire, ils faisaient le jardin, réparaient la voiture, construisaient la maison, etc. On a dit non, on donne une HLM, on donne des aides sociales... Maintenant, quand on est au chômage, on ne peut plus rien faire, juste regarder la télévision. Qu'est-ce qu'on fait ? On réinvente l'autoproduction domestique. C'est pour ça qu'Airbnb fonctionne. Vous allez passer deux heures sur votre ordinateur, vous allez trouver une chambre par Airbnb (moi, ça me prend un temps fou avec mon mauvais anglais), le type de l'autre côté, il a bossé aussi, il a nettoyé la chambre... En réalité, vous avez travaillé tous les deux, et évidemment cela va vous coûter moins cher. Donc, il s'agit de nouveaux processus de production qui ont des avantages... et qui ont des inconvénients. Ils cassent des vieux métiers comme les taxis, dont il faut dire tout de même qu'ils ne s'étaient guère modernisés depuis la Première Guerre mondiale. Là aussi, nous affrontons des bouleversements, accélérations, qui font souffrir des gens. Et en même temps, ici les emplois de chauffeurs sont encore très rares par rapport à la moyenne internationale.

Encore, parmi ces chiffres, il faut en regarder un essentiel par rapport à vos questions : 61 % des gens votent dans des communes où ils ne travaillent pas. L'électeur est un habitant. C'est un syndicaliste du logement. C'est une association de propriétaires mais ce ne sont pas des travailleurs de la commune. Si vous leur dites que vous voulez installer un foyer d'immigrés avec cinquante Comoriens, ce n'est pas parce qu'ils sont noirs mais quand même ils n'en veulent pas.

En réalité, les gens défendent leur territoire. J'ai été élu local. Ce qu'ils veulent, ce sont des gentils gendarmes, pas de bruit le dimanche et une bonne école. C'est fondamental. Tout le reste, ils n'en veulent pas. Donc, c'est compliqué une démocratie où le territoire de la démocratie a enlevé le travail de l'espace de la politique



« 61 % des gens votent dans des communes où ils ne travaillent pas. L'électeur est un habitant. C'est un syndicaliste du logement. C'est une association de propriétaires, mais ce n'est pas un travailleur de la commune »

de base. Il est quand même temps que l'on réunifie la démocratie. La citoyenneté c'est : « J'habite et je travaille. » Historiquement, je vous rappelle que l'on a donné le droit de vote à ceux qui avaient des revenus. On ne l'a pas donné aux autres, aux femmes non plus, mais elles n'avaient pas de revenus.

C'est pour toutes ces raisons qu'il faut reconstruire le territoire du politique. Il faut que les espaces politiques soient des territoires où l'on habite et où l'on travaille. Il faut que l'on réunifie le monde de la production et le monde de la quotidienneté. C'est ça la bonne échelle politique. Après, on peut discuter où on met la frontière, mais l'échelle c'est qu'un citoyen, c'est un des individus qui habite et qui produit. C'est absolument fondamental.

Vous allez vivre 700 000 heures, vous avez de la chance quand même. Vous allez passer 200 000 heures au lit. Vous dormez 3 heures de moins par jour qu'il y a cent ans. Vous gagnez 3 heures de vie active par jour ! C'est quand même gigantesque ! Vous avez effectivement travaillé 70 000 heures. Ici au CESER, vous avez dû faire 30 000 heures d'études à peu près. Dans votre vie de 700 000 heures, vous avez travaillé et étudié pour 100 000 heures. 200 000 heures au lit, et il reste 400 000 heures. Heureusement que l'on a inventé la télé, elle vous en pique 100 000. Ces 100 000 heures passées devant la télé sont exactement l'augmentation de

« 100 000 heures passées devant la télé correspondent exactement à l'augmentation de l'espérance de vie »



l'espérance de vie depuis l'invention de la télévision. Tout le temps gagné se passe devant la télévision. On dit que la télévision prend sur le lien social, moi je dis que ça ne prend pas sur le lien social, ça prend sur le cimetière. C'est quand même beaucoup mieux que le cimetière. Il faut avoir une vision un peu positive.

Ces chiffres sont importants. Je m'amuse avec. Chaque chiffre est discutable, mais il faut conserver l'idée de la vie complète comme objectif de société. Les nouvelles guerres devant nous, c'est ça. Comment on pourra aller plus vite, comment on pourra récupérer des cœurs, des poumons et des pieds sur les gosses des pays pauvres pour les mettre sur nos propres gamins, etc. Combien de gens ici auront des cœurs qu'on aura prélevés sur des malheureux qui n'ont pas survécu ou qu'on aura aidés à ne pas survivre ? Il y a déjà un marché du kit qui nous concernera bientôt. On est déjà dans tous ces bouleversements, ne nous leurrions pas, et sur ces batailles parce que la vie complète devient un objectif absolument central. Ce n'était pas l'objectif avant. Les militaires qui étaient militaires de carrière ne voulaient pas de vies complètes, ils voulaient des vies héroïques. La majorité des femmes mouraient en couches avant la guerre de 14-18. Ici même, à Bordeaux, il y eut beaucoup plus de vieux messieurs que de vieilles dames, parce que les dames étaient mortes. C'est d'ailleurs pour cela que la durée de vie des couples est constante, en moyenne dix ans. Nous, il faut qu'on divorce, avant on n'avait pas besoin de divorcer, on renouvelait les dames évidemment quand elles faisaient les bébés. Mais le temps est constant.

40



plus on la vit par séquences courtes : 10 % des gens déménagent tous les ans. Les contrats à durée indéterminée sont de 11 ans et 2 mois, et encore, avec la crise, ils ont augmenté de deux ans et demi. Comme les gens ont peur du chômage, ce qui est bien compréhensible, s'ils ont un travail qui les ennue, ils le gardent quand même. La durée de vie des couples, statistiquement, c'est huit ans. Il y a des périodes de ruptures plus ou moins importantes – la jeunesse d'un côté et la retraite de l'autre –, monsieur préférant les dames plus jeunes, quand il arrête de travailler.

Comprenons cette vitalité, comprenons que cette société est bâtie sur un nouveau rapport au temps. C'est le temps qui a changé, c'est la durée qui a changé, c'est la vitesse qui a changé. Je téléphone de ma voiture, je fais trois choses en même temps, bientôt les cours de la fac dureront 35 minutes... Il s'agit d'un processus où la densité, l'allongement du temps sont au cœur des sociétés alors qu'on était dans des sociétés bâties sur l'espace avec l'idée qu'il y avait toujours de l'espace libre, qu'il y avait de



« Plus la vie est longue, plus nous la vivons par étapes courtes. C'est ça le paradoxe des temps modernes »

Le paradoxe des temps modernes, c'est que plus la vie est longue, plus on la vit par étapes courtes. Vous avez gagné vingt ans d'espérance de vie. Je vous souhaite de vivre avec la même compagne, dans la même maison, avec le même travail. Mais honnêtement, ça ne nous amuse pas tellement. En réalité, plus la vie est longue,



l'énergie en réserve, qu'il y avait du territoire – on pouvait conquérir l'Algérie, triturer l'arabide en Asie... Tout ça, c'était encore dans les générations précédentes. L'espace était illimité, le temps était limité. Paul VIRILIO dit que « l'espace est carcéral »⁶.

On voit tous les jours dans les médias que le climat se réchauffe, qu'on manque de matières premières, que nous sommes de plus en plus nombreux... Et si nous sommes de plus en plus nombreux, c'est pour un tiers dû aux progrès de la santé, pour un tiers dû à l'immigration et un tiers les naissances.

L'augmentation de l'espérance de vie est une cause principale de l'augmentation de la population. C'est le tiers de l'augmentation démographique de l'ensemble de l'humanité. C'est ce qui entraîne ce sentiment d'enfermement, cette peur de non-maîtrise et l'idée aussi que la démocratie ne sera jamais planétaire. Notre modèle chéri ne va jamais gouverner la planète. On a tous accepté que la planète était un rapport de forces entre des puissances différentes. On ne leur demande pas tellement d'être démocratiques, on leur demande surtout d'essayer de maintenir une stabilité écologiquement supportable. Il suffit de l'élection d'une espèce de grand fou pour qu'on se demande si d'un coup l'équilibre écologique va effectivement être possible. On vit dans ces angoisses et ce sera toujours comme cela. Toute l'humanité va continuer à vivre comme ça, dans cinq mille ans, ce sera pareil.

Ce monde va être effectivement un monde de mobilité, de transformation des territoires. Un français sur deux habite à côté de la ville de 1950. C'était la campagne là où il y a la ville. 53 % des Français ont des jardins. 30 % des Français ont deux maisons. 20 à 30 % accèdent à deux maisons sans être propriétaires. Le parc des résidences secondaires est de 11 %. C'est vrai aussi chez les immigrés. Ces gens qui sont dans les quartiers, qui n'ont pas tout à fait la même religion que nous, eh bien ils ont souvent une maison en Afrique ! Comme quand les Bretons étaient à Paris. Ensuite, ils ont mis l'eau, l'électricité, les toilettes, et ce sont maintenant des maisons normales. Nous sommes dans un processus qu'il faut considérer à travers ce type de transformation. Et cela a une conséquence majeure : la part du travail n'étant plus la

« C'est une rupture dans l'histoire de l'humanité. Il n'y a plus de conquête possible hormis sur le temps, sur la vitesse, sur la richesse culturelle, sur l'éducation, sur le contenu de ce que je mets dans ma tête. Là, on peut encore densifier, mais pour le reste, non »

même, nos appartenances, nos systèmes d'organisation, la place de la classe sociale ont complètement changé. On peut être toujours ouvrier, mais comme on fait 50 kilomètres par jour, on n'habite plus à côté de son usine, on n'habite donc plus dans un quartier rouge. Dans son quartier, on peut être perçu comme ouvrier mais aussi comme cycliste, avec une vie sexuelle, être de Bordeaux ou breton, etc.

Quand on nous enterre aujourd'hui, on nous raconte notre vie dans les messes et les enterrements, religieux ou non. Si on ne la raconte pas là, personne ne la connaît. On est chacun un bout de la vie. Quand j'étais petit et que j'allais à un enterrement, on ne racontait pas la vie du maître parce que tout le monde était censé la connaître. Tout le monde se connaissait. Ce n'est plus le cas. La mobilité est entrée au cœur de notre culture. Une vie, c'est une vie discontinuée et une vie discontinuée, c'est une vie de mobilité. On zappe dans nos lits, on zappe dans nos expériences professionnelles, on zappe dans nos maisons, on zappe dans nos convictions politiques. Certains ont pu voter Front National, d'autres ne l'ont pas encore fait mais sont tentés de le faire. La fois d'après, ils seront socialistes, ensuite voteront Juppé.

Tout ne change pas, mais il y a cette porosité que l'on a bien vue dans la primaire des Républicains. Les sondeurs ne savent plus comment couvrir les populations. Ce sont les populations qui changent d'avis en permanence. Nous sommes bien dans ce monde de zapping.

Comme nous étions mobiles, nous avons inventé les objets du lien mobile. Cela a commencé par les cabines téléphoniques sur les trottoirs, puis nous sommes passés au téléphone mobile et à Internet. Cette société de



⁶ Né en 1932, Paul VIRILIO est un urbaniste et essayiste français. Il est principalement connu pour ses écrits sur la technologie et la vitesse dont l'alliance constitue à ses yeux une « dromosphère ».

*« On passe d'une culture
sédentaire dans un espace
illimité à une culture mobile
dans un temps qu'on espère
rendre le plus illimité
possible. »*

mobilité a inventé les objets techniques de la mobilité. Et les objets techniques de la mobilité ont accéléré les mobilités et ont diffusé dans le champ du travail tous les phénomènes d'automatismes, etc. Par exemple, depuis l'élection présidentielle de 2012, on a fermé 1 900 sites industriels. On en a ouvert 1 200 mais il y a 40 % d'emplois en moins par site. Si c'était des Allemands, il y en aurait encore 40 % en moins parce qu'ils sont beaucoup plus dans l'automatisme que nous. C'est ainsi que se modifie le travail. Dans l'agriculture, on est passé de 3 millions de fermes en 1945, à 320 000 fermes d'exploitation réelle et avec ça on produit beaucoup plus avec l'avancée du machinisme agricole.

Cette société-là est en train de bouleverser l'ensemble des éléments, comme dans toute l'histoire humaine : il ne s'est pas encore produit d'époque où les révolutions technologiques ne créent pas davantage d'emplois qu'avant. Cela peut s'arrêter, mais que faisons-nous aujourd'hui ? 40 % des gens s'occupent du corps des autres, c'est cela le monde moderne. C'était 10 % en 1914. Eduquer, soigner, divertir. Chez les Scandinaves, c'est 47 % parce qu'ils s'occupent mieux des personnes âgées et des enfants que nous. On va donc monter à 45 % des emplois qui s'occupent du corps des autres. Cela veut dire que l'entretien du corps est un bien public, un service public de la naissance à la mort.

*« L'art de vivre attire
la créativité »*

Les Danois et les Suédois disent que l'entretien du corps est un service. On pensait que c'était le boulot des femmes de s'occuper des vieux, des malades, des enfants, puisqu'elles ne travaillaient pas. Petit à petit, c'est pris en charge par 40 % des emplois. 30 % de l'emploi, c'est l'ensemble des phénomènes de commerce et de mobilité, ce qui permet que la société fonctionne : le commerce, la politique, la sécurité... 10 % de l'emploi c'est le travail horizontal : la terre, l'urbanisme, tout ce qui fait qu'on occupe l'espace. Et 20 % de l'emploi, c'est le rapport aux objets. 14 à 15 % des gens en fabriquent, 5 à 6 % des gens les entretiennent. Voilà la société dans ses équilibres. L'industrie représente 11 % du PIB, on espère bien le monter à 15 % mais c'est un travail gigantesque. Ce n'est pas cela qui va régler la question de l'emploi.

Regardons tous ces bouleversements et dans ces bouleversements, ce qui nous intéresse c'est de savoir où on produit la richesse. La richesse, on la produit là où la société collaborative est la plus dense et la plus passionnante, c'est-à-dire là où, comme disait SCHLUMPETER⁷, « l'art de vivre attire la créativité », l'entreprise, l'individu surpuissant. C'est le hors-travail qui structure le travail alors que la révolution industrielle, c'était l'inverse. C'était effectivement la mine qui structurait l'usine, c'était un quartier ouvrier, une ville, un théâtre, une maison du peuple. C'était le travail qui structurait la société. Nous, nous sommes dans un autre processus où c'est le hors-travail qui structure le travail. Ça ne veut pas dire que le travail n'est pas fondateur, ça ne veut pas dire que l'on ne crée pas de richesses, que ce n'est pas un lieu de bonheur et d'épanouissement pour beaucoup de gens mais le travail se concentre là où leur travail est riche.

Cela aboutit à quoi ? Pour faire image, je dirais qu'on est en train de marier Haussmann et le Club Med. Quand Haussmann et le Club Med sont au même endroit, ça marche. On fait du vélo, on met des espaces verts, on fait un travail magnifique comme celui de Michel CORAJOU... On crée de l'emploi tous les jours et en CDI. C'est là où l'art de vivre attire les entreprises, les meilleurs universitaires, les jeunes dynamiques, etc. Ils ne viennent pas forcément pour l'argent,

⁷ Economiste et professeur en science politique Autrichien naturalisé Américain, mort en 1950, connu pour ses théories sur les fluctuations économiques, la destruction créatrice et l'innovation.



« L'enjeu d'une nouvelle région est de disposer d'une métropole de taille mondialisée. Avec Bordeaux, même si sa taille est encore petite, votre région Nouvelle-Aquitaine est plutôt en bonne position »

les gens viennent parce que là on vit bien. Ils sont peut-être en colocation, ils sont peut-être mal payés, ils n'ont peut-être pas de CDI, mais ils sont heureux de vivre là. Quand ils seront plus grands, après 30 ou 35 ans, ils auront des problèmes de stabilité un peu différents. Il faut comprendre ce bouleversement et ce choix.

Il faut se dire qu'un des enjeux d'une nouvelle région, c'est de faire accéder à une métropole. Il faut que toutes les régions aient une métropole de taille mondialisée. Bordeaux est bien avancée. La métropole est la mine du XXI^e siècle. Le problème est qu'est-ce qu'on fait avec les mineurs qui sont autour ? Quelle chance leur donne-t-on d'aller dans la métropole ? C'est tout à fait essentiel. N'essayons pas de faire des métropoles partout. On n'a pas mis de mines de charbon là où il n'y avait pas de charbon. On est comme les canuts lyonnais du XIX^e siècle, on refuse ce modèle de production. C'est normal mais le fait qu'on soit entré dans une révolution collaborative qui modifie les systèmes de production et qui remplace le muscle par le cerveau, c'est un processus qui accélère. La question est de savoir comment on enrichit la culture, comment on enrichit l'éducation, comment on s'occupe mieux des enfants, des vieux... Comment le hors-travail humain et le hors-travail de l'espace public vont permettre de conquérir des marchés et de transformer la société. C'est dans ces modèles-là qu'il faut réfléchir le territoire, en se disant évidemment où sommes-nous ?

Il ne faut pas se leurrer, en France, il y a trois grandes métropoles. Il y a Paris avec 11 millions d'habitants. C'est une des quatre métropoles mondiales avec Shanghai, New York et Los Angeles. Elles sont en connexion, sur des projets planétaires. A Paris, il y a un projet Auchan où ils construisent un Europa City. Ce sont 3 milliards d'investissement, pour un centre

commercial de 24 millions de clients : 2 700 chambres d'hôtel, trois palais des congrès, un cirque, c'est le Disneyland du commerce. Tout cela dans une ville où il faut se demander comment on va avoir 100 millions de clients annuels par l'aérien... Paris n'est plus la capitale des Français, c'est un des hubs de la mondialisation avec New York, Los Angeles et Shanghai. Et le Brexit nous offre une opportunité d'accélération de la position de l'Île-de-France. Une des questions majeures est : à combien de temps êtes-vous de Paris ? J'ai travaillé avec le maire de Nantes et il était tout content de son aéroport. Mais un aéroport qui s'appelle Nantes Atlantique, ce n'est pas judicieux. L'Atlantique c'est terriblement grand et un Chinois ne saura pas où est cet aéroport. Alors que 1 milliard de Chinois connaissent Blagnac parce que cela leur appartient. En termes de connexions économiques, c'est évidemment un choix stratégique complètement différent. C'est ce type de représentations qu'il faut avoir dans la tête. Quand on pense un territoire comme le vôtre, je pense qu'il faut dire d'abord que l'on a une métropole. Cette métropole est un peu particulière. Je vous



ai dit qu'il y avait comme métropole Paris, mais il y en a deux autres en France, ce sont Marseille et Lyon, avec 2 millions d'habitants, ce n'est pas la même échelle. Marseille est le plus grand port de Méditerranée et un des plus grands ports de l'Europe. C'est donc une métropole maritime portuaire avec des atouts gigantesques. Lyon a un atout énorme parce que ce sont des petites villes accolées, une fédération urbaine d'1,5 million d'habitants. Je plaide pour que l'on coupe nos métropoles en plusieurs communes.

« Jules Ferry a pensé qu'en créant des communes et des élections, le combat politique faciliterait le lien entre les individus et structurerait la société. Nous, on pense que les bourgeois qui dirigent les villes vont s'occuper des quartiers pauvres »



Pour Toulouse, faire du Mirail une métropole indépendante, pour Marseille, faire des quartiers nord une mairie indépendante. Pourquoi ? Parce qu'une des solutions à la crise des populations les plus défavorisées, c'est la démocratie.

Ce qu'a cru Jules Ferry, c'est qu'en créant des communes, des élections, le combat politique crée du lien entre les individus, structure la société. On peut penser que les bourgeois qui dirigent les villes vont s'occuper des quartiers pauvres. Ils mettent un peu d'argent, mais ce n'est pas la même chose que si eux-mêmes construisaient les politiques. C'est donc c'est un rapport différent. A Marseille, les quartiers nord, ce sont 200 000 habitants. Quand on n'a pas beaucoup d'argent, on fait plutôt les quartiers sud. Les quartiers nord ne votent pas pour nous. Ils votaient communistes, et maintenant Front national, alors ce n'est pas trop la peine de s'en occuper. De toute façon ils ne peuvent pas prendre la ville. S'ils étaient une commune indépendante, ce serait la deuxième commune de la métropole. Le maire aurait un gros pouvoir. Il pourrait donner son avis sur l'organisation de l'enseignement, les services de secours..., tous les services d'une mairie. Les employés municipaux habiteraient dans le quartier. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Ils habitent tous au sud de la ville. Dès qu'on recrute un habitant du quartier, il déménage.

Retenons cette idée de la terre carcérale et du temps illimité. Retenons cette idée de la construction des métropoles. La grande question est comment vit-on quand on n'habite pas dans la métropole. Christophe GUILLUY rappelle la logique qui a présidé à l'aménagement du territoire. Depuis la guerre, on a dit aux gens : « Tu achètes un terrain, tu construis une maison Phénix, tu achètes deux voitures diesel et tu es dans le vent ! » 80 kilomètres de Paris, 3 heures de voiture tous les jours, et qu'est-ce qu'ils entendent ? « Quelle idée d'avoir des voitures diesel ; il faut prendre le vélo ! » Alors les gens deviennent hystériques.

Je ne dis pas que le modèle est faux. Dans l'agriculture, les professionnels ont investi sur trente ans sur un mode d'exploitation. Il est maintenant périmé, d'accord, mais soit on leur

reprend leur investissement, soit on ne leur dit pas que c'est terminé dans l'investissement intensif ! Personne n'y comprend rien. Je suis pour la ferme des 1 000 vaches. Je suis très bio mais je pense que les grandes fermes sont aussi intéressantes. Ce n'est pas forcément antagoniste. On n'est pas obligé, on peut avoir du micro et du macro et ça peut faire couple mais c'est très compliqué.

D'abord ne lisez pas trop MARX. Un peu c'est bien, mais lisez aussi Max STIMER. L'Unique et sa propriété (1844) est un livre extrêmement intéressant même s'il est de la même époque que Karl MARX. Le problème de chaque lieu, c'est en quoi il est unique. Qu'est-ce qu'il a à offrir aux autres humains d'unique pour que justement ils viennent là en vacances, prendre leur retraite, habiter, se former, installer leur entreprise, etc. C'est l'unicité qui, au fond, fait l'attractivité.

Une des chances de la France, malheureusement, c'est que les mondes arabes étant fermés pour des décennies à venir, nous avons des atouts à jouer en matière touristique. Nous avons donc évidemment un avantage comparatif. Même si le terrorisme sévit aussi chez nous, il est quand même beaucoup moins dangereux d'aller en vacances en France qu'en Tunisie, en Egypte, en Algérie ou au Maroc. Le tourisme, c'est 1 200 millions de personnes par an pour le tourisme international, c'était 60 millions en 1968, et cela atteindra 2 milliards d'ici vingt ans. L'enjeu est de savoir comment tout cela se localise.

« Le tourisme a mis en désir le territoire. C'est le grand marqueur du territoire depuis un siècle, en cherchant en chaque lieu son unicité, son patrimoine, sa nature, ses pratiques sociales, etc. »



Aujourd'hui, un lieu qui n'est pas touristique ne se développe plus parce que le tourisme est le marqueur du désir territorial. C'est sa fonction historique et sociologique. Avant c'étaient les grands pèlerinages, et c'étaient les grands phénomènes religieux, La Mecque, Saint-Jacques-de-Compostelle... Chaque époque a une structuration imaginaire du territoire et les gens y vont. On ne fait plus trop de pèlerinages. C'est le fond, valoriser l'unique. Les identités locales sont une richesse. Par exemple, les rassemblements de motards sont tout à fait intéressants. Leur avantage, c'est leur fierté d'être motard, même s'il ne faut pas être que cela. On est multi-appartenant. Nous sommes tous multi-appartenants. Nous sommes motards et bordelais, homosexuel et breton, etc. Dans nos sociétés, ce qui donne un infini sentiment de liberté, c'est que comme on est mobile, on peut changer de récit sur soi-même parce que personne ne vous connaît au travail, dans votre quartier, dans votre jeunesse, dans votre vie privée. D'une certaine façon, on a gagné en liberté. Quand je vais à Metz, je fais le sociologue messin. Je n'y ai vécu que six mois. Mais à Metz, on me considère comme un autochtone. Quand je vais en Bretagne, je parle de ma grand-mère bretonne, à Marseille j'ai été élu local... Tout cela fonctionne comme ça.

46



« Ce qui compte c'est que chacun ait le droit d'avoir une métropole dans sa région »

C'est ce que n'a pas la France de l'Est : Strasbourg est une petite ville. Ici on a une métropole émergente, qui a une histoire, qui n'a pas de hinterland historique. Ce n'est pas une ville qui a l'habitude d'avoir un hinterland. Il y a des villes qui en ont. Marseille a toujours son hinterland, c'est la mer. L'hinterland de Lyon est très important. Vous, vous avez une capitale qui doit apprendre ce que c'est que d'avoir un hinterland. Donc, Bordeaux a un énorme travail à faire sur elle-même, sur son histoire, sur sa mémoire mais les autres aussi évidemment.

Comment va-t-on créer du lien entre tout ça ? D'abord en se disant que la mobilité est au cœur de la société moderne, donc démocratisons la

mobilité. Les banlieues – je préfère parler de faubourgs – sont des lieux par où passent les arrivants. La plupart des gens des banlieues ne finiront par leur vie dans la banlieue. Les enfants de l'immigration à la deuxième génération sont propriétaires pour 50 % d'entre eux, les Français depuis plus longtemps, à 64 %. Donc la banlieue est un lieu de passage. Ce ne sont pas toujours les mêmes : il y a les derniers arrivés, avec un bagage culturel souvent plus limité, des codes culturels, vestimentaires, etc. Il y a ceux qui sont restés sur place, soit parce qu'ils n'étaient pas toniques, soit parce qu'ils sont bons dans les réseaux parallèles et qu'ils trouvent que c'est un endroit génial. A Marseille, si ce n'est dans la drogue, on fait quoi dans les quartiers nord ? C'est le premier employeur de la ville. Qui achète la drogue ? Ce sont bien nos propres enfants ? C'est parce qu'il y a des acheteurs qu'il y a des vendeurs... Ce n'est pas l'inverse. Si on supprimait les vendeurs, il n'y aurait plus d'acheteurs, et si on supprime les acheteurs, il n'y a plus de vendeurs. Donc, pensons mobilité. Je pense que tout jeune d'une région doit pouvoir passer une partie de sa scolarité dans la métropole. C'est aussi important que le temps où Jules Ferry nous a tous envoyés à l'école. On pourrait très bien faire en sorte que tous les jeunes de la région viennent faire leur terminale à Bordeaux avec des cités universitaires pour eux. Ils auraient ainsi accès à l'autonomie à 16, 17 ans. Cela fait longtemps que je le dis et on finira par le faire parce qu'un jeune des quartiers, ce qui lui manque, c'est la vie privée, c'est pareil pour un jeune des campagnes aussi. Quand les gens ont l'impression que le moteur s'est déplacé, ils se rendent compte qu'ils ne sont plus au bon endroit. Il faut donner une chance à leurs enfants d'aller au bon endroit. Il faut qu'ils puissent raconter que leurs enfants vont au bon endroit. On va mettre 20 % des budgets culturels pour financer des transports pour aller au théâtre en centre-ville, pour aller à Paris. Les budgets culturels ne sont pas faits que pour consommer la culture sur place.

Il en est ainsi pour le sport : les gens ont besoin d'aller voir les grands clubs, il faut donc que dans les petites communes, on finance des bus pour voir des matches dans les grands clubs. Il faut que la mobilité soit démocratisée y compris dans les investissements publics, c'est plus



« Pensez enfin que dans une société de mobilité, on doit suivre tous les jeunes »

utile que d'avoir deux ronds-points à chaque bout du village. On peut faire différemment. Les citoyens savent ce que je suis en train de vous raconter, ils savent et se disent que les élus ne disent pas la vérité parce qu'il ne va pas y avoir des métropoles au milieu du Limousin. Peut-être qu'après vous pouvez faire le choix d'avoir une deuxième métropole. Ce sont des choix stratégiques qui ne me concernent pas.

Il faut être honnête, ce que je vous décris, c'est la production de richesses. Ce n'est pas la consommation. Le résidentiel est souvent en dehors de la métropole, comme le touristique, la retraite, l'éducation... Il reste 40 % de la richesse en dehors de la métropole.

La question est : en chaque lieu, sur quel projet va-t-on fonctionner ? Dans la région de Besançon, on a restructuré entièrement la région autour du fromage Comté. La région produit des blés de qualité, a redéveloppé des moulins, etc. Et ce produit se vend mondialement. A un autre endroit, ça va être sur une autre forme de compétences. L'idée d'aller faire un théâtre dans une petite commune, c'est rationnel et ça marche, même s'il y a des villes

autour. On peut donc avoir des projets si on se pose cette question de l'unicité.

Tout jeune qui est passé dans vos établissements d'éducation, vous récupérez son mail et toute sa vie, tous les trois mois, il a un message qui lui dit ce qui se passe dans son territoire. Un jeune qui est passé dans cette région va partir, peut-être à l'étranger, pour apprendre le monde, ensuite il va avoir des enfants, ses enfants iront au lycée, ils vont commencer à se demander s'ils ne vont pas rentrer en France, ensuite, il va divorcer, il va prendre sa retraite... Chaque jeune passé dans ce territoire, vous avez à un moment ou à un autre une chance de le récupérer.

Il faut donc les suivre, il faut récupérer leurs coordonnées. Il y a des régions qui le font. Certaines écoles d'ingénieurs suivent tous leurs élèves toute leur vie. C'est très facile avec internet. Considérez que 48 % des gens qui prennent leur retraite rêvent de revenir dans leur région d'origine. Ils ne le feront pas tous. Le prolétaire lui, effectivement, ne revient pas. Faisons revenir les milieux populaires. Echangeons les HLM. Il y a des milliers de Parisiens qui ne souhaitent qu'une chose, c'est revenir ici. Mais il faut échanger leurs HLM. Faisons un marché des HLM comme il y a un marché de logements privés. Pensons la société dans sa mobilité comme un élément qui la structure. Nous avons peur parce que tout change, donc il nous faut des barrières symboliques. Historiquement, il y avait de grandes barrières symboliques en France : le catholicisme et le communisme. On était dans un de ces deux camps. Cela sécurisait, les uns allaient vers l'au-delà, les autres allaient vers l'ici-bas. Chacun avait un avenir et sa vie avait du sens.



La vie pouvait être difficile, on était mal nourri, on n'était pas riche mais on était le destin, on était l'histoire. Cela donnait du sens. Les autres allaient au paradis. Certains sont tout contents des dernières élections parce qu'ils se rapprochent du paradis. On est dans une période particulière, donc produisons des appartenances symboliques mais en sachant qu'on n'en n'aura pas d'aussi fortes, il en faut donc plusieurs. Le fait d'avoir fait des grandes régions, le fait de valoriser la puissance des métropoles, c'est un niveau d'appartenance parmi d'autres. Ce n'est pas le seul. Il y a le local, là où je suis né, là où sont enterrés mes parents, là où je travaille. Ce sont autant de systèmes d'appartenance, mais la région est un niveau en plus qui correspond aux entreprises de taille intermédiaire. Cela correspond, en termes capitalistiques, au développement des entreprises de taille intermédiaire, où la France est faible parce que c'est à peu près la masse capitalistique que peut mobiliser un établissement public, pour développer des entreprises qui ont des besoins moyens. Les entreprises intermédiaires n'ont pas besoin d'argent à des masses aussi énormes que les grandes entreprises mondiales. Il faut se raconter ce changement.



« Tous ces changements sont extrêmement rapides. Ils sont vivants et agréables. Il faut donc savoir dire nos peurs, mais il faut aussi reconnaître les plaisirs de cette situation et de ces innovations »

Je crois que ce changement est extrêmement vivant, il est rapide, il est aussi agréable. Il faut savoir dire nos peurs mais il faut aussi savoir dire les plaisirs de cette situation, de cette innovation. 74 % des jeunes ont confiance dans leur propre avenir. Mais il faut que ce soit vrai. C'est à nous de comprendre qu'aujourd'hui, on est jeune jusqu'à 28 ans. 92 % des jeunes de 28 ans ont un CDI. Le premier bébé arrive à 29-30 ans. Il y a des gros écarts. Un gamin qui n'a pas fait d'études n'a pas de CDI à 28 ans. Mais quand même, on est adulte à 28 ans. Cela a reculé de

dix ans par rapport à la génération précédente. Chaque génération gagne huit ans d'espérance de vie. Les premiers l'ont mise à la fin, aujourd'hui, on la met au début. Mais on ne sait pas faire des politiques de protection de notre jeunesse. Il est évident qu'il faut se dire que tout jeune jusqu'à 28 ans doit avoir essayé de la vie intime, les études, le salariat, la création d'entreprise, etc. S'il a arrêté l'école à 14 ans, il faut le remettre en formation, s'il fait trop d'études, il faut l'envoyer bosser. Un gars qui arrive à 28 ans sans avoir gagné 1000 euros, à mon avis, il n'est pas employable. Il faut mixer tout ça. La vie s'apprend sur tous les plans : voyager, apprendre, avoir des rapports intimes, et puis gagner sa vie. Il y a quatre entrées et le voyage est une des entrées importantes de ces processus. Un jeune qui n'a jamais voyagé ne sera pas un adulte du monde moderne qui se construit. Tout cela est finalement assez simple. Il faut juste changer de logiciel.

Merci de votre écoute.



Echanges avec l'assemblée après l'intervention de Jean Viard



Question : « Vous avez évoqué la jeunesse positive qui croit en l'avenir et que vous qualifiez de « classe créative ». Est-ce que celle-ci fonctionne aussi avec la notion de « classe de la citoyenneté active » ?

Jean VIARD : « La notion de Classe créative est une image car, paradoxalement, ce n'est pas une classe dans l'absolu. J'ai beaucoup lu MARX quand j'étais jeune et il avait raison : *« il n'y a pas de classe sans conscience de classe »*. Il ne suffit pas de dire que ces gens ont le même statut pour être une classe, il faut qu'ils aient le même récit du statut qu'ils ont. Donc effectivement, il n'y a pas de classe sans conscience de classe. Or, ce qui est frappant dans la société aujourd'hui, c'est que cette société métropolitaine que je décris est portée par cette classe créative qui est plus dans l'usage que dans la possession. C'est toute la métropole qui est plus rapide. C'est l'urbanité en réalité qui est en train de triompher. Aux Etats-Unis, Détroit est une ville en ruine avec une crise automobile qui a été terrible. Pourtant, elle a massivement voté démocrate et non TRUMP parce que l'urbanité y est dense. La classe créative porte cette société du changement et mélange des gens aux trajets très différents. En parlant de classe créative, je pense souvent aux victimes de l'épouvantable massacre du Bataclan qui regroupait ce soir-là des universitaires, des gens de la communication, des jeunes hyper-dynamiques qui n'avaient pas fait d'études. Tous participaient de la même aventure culturelle d'une certaine façon. Les membres de la classe créative s'intéressent peu à la chose politique et ne se mobilisent que pour défendre des éléments d'art de vivre. Notre culture politique a été construite au moment de la révolution industrielle. On a donc encore le capital et le travail comme référence. Or, ces éléments n'ont pas totalement disparu. C'est comme si je disais que les églises n'existent plus : ce n'est pas vrai, le capital et le travail aussi. Mais l'essentiel de l'emploi, ce sont aujourd'hui des petites entreprises créatives urbaines. La difficulté avec cette classe créative, c'est qu'elle ne constitue pas un acteur politique structuré. Comment faire de la politique démocratique dans ce contexte ? Les gens se demandent de plus en plus s'il ne faudrait pas faire de la politique semi-autoritaire. Regardons la montée des partis populistes, mais aussi le désir des gens d'avoir des régimes



plus stables. Regardez comment Poutine ou les autres ne sont pas perçus comme des types absolument infréquentables. Est-ce que la démocratie sera notre modèle à l'avenir dans ces sociétés complexes ? Ce sont de bonnes questions... ».



Question : « Pensez-vous que le plein-emploi soit un objectif encore envisageable ? »

Jean VIARD : « Le plein-emploi en France ne représente que 7 % des emplois en France. C'est comme pour le parc de logements, il y a une rotation permanente. Plus on va vers des sociétés de mobilité, plus il faut se poser la question de la mobilité, y compris la mobilité choisie. Un des rares projets intelligents que j'ai vus consiste à accorder le droit au chômage à tous quelle qu'en soit la raison : un artisan en faillite, un paysan en ruine, un démissionnaire, un fonctionnaire en reconversion, etc. Il faut mettre un filet qui ne soit pas lié à la position antérieure. C'est une vraie réflexion sur cette société. Je pense par ailleurs que nous serons tous polyactifs. C'est ce qui est en train de se passer. Quand on a créé les contrats légers, au

début, ils étaient autorisés aux fonctionnaires. L'idée d'avoir différentes activités est presque devenue indispensable. Quand mes étudiants me demandent ce qu'ils doivent faire comme études complémentaires, je leur suggère de se former à la plomberie. Avec les deux cursus, ils ont une chance de s'en sortir. Il faut faire deux choses qui n'ont rien à voir pour avoir deux prismes différents de la réalité. C'était l'idée des gens de 68 comme moi. Pourquoi ai-je une exploitation agricole ? Pourquoi ai-je voulu faire le paysan ? On n'avait pas l'intention de faire notre vie dans l'agriculture. C'était l'idée de savoir faire deux choses différentes, savoir se nourrir et savoir penser. Comment fait-on pour former la jeunesse à cette idée qu'il faut savoir faire plusieurs choses en même temps... Le problème, c'est que si la fin du modèle salarial doit laisser la place à l'ubérisation générale des protections, ce n'est pas un modèle désirable. On a construit nos sociétés sur le droit des salariés à être protégés et il faut continuer. Alors, comment produit-on de la protection dans un modèle où la stabilité des salariés, qui est d'ailleurs largement un mythe, ne sera plus de la même nature. On leur propose de la stabilité mais ce n'est pas ce qu'ils veulent. Ils désirent de la discontinuité protégée... ».



Question : « Qui dit mobilité, dit aujourd'hui aussi immédiateté et urgence. Quelqu'un qui ne maîtrise pas le temps et l'espace est quelqu'un qui, dans ces circonstances, peut très vite perdre pied. Est-ce qu'il n'y a pas là d'ailleurs une raison d'insatisfaction... Face à cette mobilité, les gens sont-ils suffisamment armés sur un plan personnel et même collectif ? Comment reste-t-on soi-même ou comment développer son intériorité ? »

Jean VIARD : « C'est une excellente question. Quand le monde change aussi vite, il faut penser l'éducation par génération différenciée, c'est ce qu'on ne sait pas faire. Le problème d'aujourd'hui est que les gens qui arrivent en fin de carrière ne se sont pas formés depuis 40 ans. Beaucoup sont inemployables. Je ne devrais pas dire ça, ce n'est pas sympathique, mais ils représentent une cohorte avec un taux de chômage fort. Ça fait 40 ans qu'ils n'ont pas ouvert un livre non plus ! Leur capacité à entrer dans les nouvelles technologies est compliquée.

Tout est maintenant hyper-technique. Comment forme-t-on les générations d'après pour qu'elles rentrent dans ce monde ? C'est là où on n'est pas bon en réalité. Je plaide depuis longtemps pour le voyage en France à 16 ans pour tout le monde. Je pense que pour tout jeune, être français, c'est connaître la France. On peut poser ça comme principe, mais c'est aussi important d'avoir pris le train ou d'avoir découché. Il y a 16 % des Français qui n'ont jamais découché. Je n'en fais pas un principe de liberté morale, mais ils ne sont pas tout à fait dans la même société que les autres. Les jeunes des quartiers, la plupart du temps, n'ont jamais pris le train. Ils ne sont même parfois jamais sortis de leurs grands ensembles en réalité. C'est pour ça que je dis qu'il faut en faire des vraies communes. Vous trouvez normal qu'un grand ensemble de 10 000 habitants ne soit pas une vraie commune avec un maire. Pourquoi ? Au nom de quoi ? Dans les communes rurales, il y a souvent un élu par famille, c'est très bien. J'ai été élu à Marseille par 8 000 personnes. Qu'est-ce que vous voulez que ça signifie d'être élu par 8 000 personnes ? C'est quoi cette inégalité démocratique qui est présentée



comme une valeur républicaine ? Non, l'égalité démocratique, c'est de dire que dans les communes, il ne faut pas supprimer les communes, mais comme c'est de revenir au niveau du canton comme en 1789. A cette date, le maire était dans le canton, pas dans la commune. Ça, c'est beaucoup plus tardif. Effectivement, par contre dans les villes, puisqu'on a créé des métropoles, le vrai pouvoir est en haut. Donc, créons de la proximité à l'échelle de la vie des gens. Mon rêve, si j'étais Président de la République, serait de redessiner la carte politique sur la carte scolaire. La carte d'un collège d'un lycée ou d'une université intéresse directement les gens. La carte politique a été dessinée sur la carte des paroisses. Je suis très respectueux des religions mais ce n'est plus ce qui mobilise la population comme en 1789.

Je pense qu'il faut ensuite penser par génération. La génération d'avant-guerre a eu le sentiment que la vie s'était rallongée. Parce qu'avant 40, des vieux, il n'y en avait pas. Mon père est mort à 94 ans. Il n'a jamais pensé qu'il aurait une retraite qui durerait 25 ans. La génération d'après, celle de 68, a pris 2 ou 3 ans de son temps pour vivre à la campagne ou à Katmandou. On a quand même fait semblant de travailler et ensuite on s'est mis au travail. La nouvelle génération rallonge le début parce qu'elle sait qu'elle va vivre jusqu'à 90 ans. Il y aura peut-être des catastrophes climatiques et je ne fais pas de prévisions, mais la probabilité est là. Donc, ils vont travailler vraiment de 28 ans à 70 ans. Ce n'est pas grave puisqu'ils vivent plus longtemps. Où est le problème ? Il faut chaque fois penser la génération d'après. Il faut ouvrir et former notre jeunesse. Mais c'est très compliqué. Comment forme-t-on notre jeunesse avec des formateurs de la génération d'avant. Ce n'est pas évident. Il faut comprendre aussi - si je peux me le permettre - que si des jeunes dans nos quartiers nous tirent dessus, c'est aussi le fruit d'une absence totale d'utopie du futur. Dans certains quartiers, il n'y a pas d'autres utopies que celle de Daech. L'absence de rêve de la société de demain amène les plus fragiles à dériver vers un modèle extrêmement toxique. Heureusement, ils sont très minoritaires. Cela représente quand même quelques milliers de personnes. Quand vous regardez certains sondages réalisés dans les communautés immigrées, dont celui discutable de la formation

Montaigne, vous apprenez que 60 % des femmes qui se reconnaissent musulmanes estiment que ce serait mieux si elles portaient le voile. Je cite ce sondage avec des précautions d'usage. Nous sommes en train de nous fragmenter parce que nous n'avons pas d'utopie réunifiante ni de récit du futur. A défaut, c'est soit le religieux qui reprend la main, soit la société qui se fragmente et se referme sur elle. Pour l'instant, on n'a pas de récit. Ce que je suis en train de vous raconter du changement du monde, je le dis souvent aux politiques, c'est à vous de le tenir. C'est un discours politique que je vous tiens aujourd'hui, uniquement politique. Comment une société se transforme ? Où va-t-elle ? Comment elle peut éventuellement se maîtriser, s'organiser avec un certain nombre de règles et de contraintes. Mais pour l'instant, on n'a pas ce récit, on a perdu notre esprit révolutionnaire et on n'a pas trouvé autre chose... ».

Question : « Ce n'est pas vraiment une question, plutôt une remarque. Votre approche de la question des nouveaux temps de vie est très positive et vous lancez des pistes très intéressantes. Mais je regrette que l'être humain référent soit au masculin. Je ne m'y retrouve pas pleinement. Les femmes vivent plus longtemps, tant mieux. Si elles vivent plus longtemps, alors le conjoint est mort ou il est parti. Mais je connais des femmes qui changent de conjoint avec grand plaisir. Pour moi, ce temps de vie plus long est un atout parce qu'il va nous permettre de nous saisir de tous ces nouveaux outils du progrès. Mais bien sûr, il y a un bémol. Le progrès, ça doit rester l'égalité. Sinon, il n'y aura pas de progrès réels pour les femmes. En fait, l'important, c'est que les deux parties trouvent le bonheur ensemble dans ce temps de vie qui sera plus long pour chacun. Ce que vous proposez prend en compte les changements et construit des projets attractifs. J'ai trouvé cela très intéressant dans ces temps de repli sur nous-mêmes et de morosité. Je pense que c'est très bon pour le moral et que vous avez ouvert des pistes constructives qui nous donnent envie d'avancer ».

Jean VIARD : « Je vous remercie. Il est vrai que je parle comme un homme. Je pourrais essayer

de le faire comme une femme, mais je pense que je dirais « des conneries ». Je comprends ce que vous dites. J'essaie que cela soit amusant et j'ai des plaisanteries qui me viennent qui sont naturellement masculines. J'en suis assez conscient. On me le dit de temps en temps. Pourtant, je me suis surveillé aujourd'hui... (rires). Il est vrai que dans ces changements, plus la société est une société d'individus, plus au fond les femmes et les hommes prennent des parts égales. Un chercheur que j'aime beaucoup, TAVOILLOT, a écrit un livre qui s'appelle « *Les femmes sont des adultes comme les autres* ». C'est un enjeu majeur parce qu'historiquement, dans notre société, les seuls adultes, c'étaient les hommes. Ce qui est nouveau, c'est que les femmes sont des adultes, elles se battent pour être à l'égalité des hommes. C'est en partie fait mais pas entièrement, avec une conséquence majeure. Il existe deux groupes mineurs dans notre société : les vieux et les jeunes. Alors qu'avant, quand les adultes étaient la minorité, la majorité était constituée des femmes, des vieux et des jeunes. Dieu sait si on n'a aucune réflexion sur les personnes âgées. C'est dramatique, est-ce qu'on les met en dehors de la ville ? On construit la ville pour que les générations soient à côté. Pourquoi est-ce que les bourgeois habitent les uns à côté des autres et pas les populaires ? Parce que les bourgeois achètent leur logement tandis qu'en tant que locataire dans un HLM, vous ne pouvez pas demander que votre grand-mère s'installe dans la tour d'à côté pour garder vos enfants. Le social n'intègre pas la famille. Or, la famille est la structure solide de cette société. Ce n'est pas une famille légale, ce n'est pas une famille maritale, mais c'est le lieu premier des solidarités et des affections. La famille, c'est une famille tribu. 70 % des gens partent en vacances en famille ; la famille trouve 20 % des embauches alors que Pôle Emploi n'en obtient que 10 %. La famille, souvent reconstruite - j'allais dire post-soixante-huitarde -, est tolérante : elle tolère les ex ou une jeune fille ou un jeune homme qui sort de la chambre d'un des enfants le matin, ce que mes parents n'auraient pas fait. Sur ce point aussi, les changements sont considérables. ».





Le mot de la fin



« Nous tenons à remercier chaleureusement Jean VIARD pour son intervention. Merci à tous les participants, aux invités des ateliers, à toute l'équipe organisatrice de ce colloque. Merci pour vos propos, vos retours d'expériences extrêmement riches que nous ne manquerons pas de saisir dans nos différents travaux du CESER et pour ces éléments de prospective qui vont nous permettre de nous enrichir.

Merci à tous et... rendez-vous au prochain colloque du CESER Nouvelle-Aquitaine. »

Jean-Pierre LIMOUSIN,
Président du CESER Nouvelle-Aquitaine

56





ceser-nouvelle-aquitaine.fr

Réalisation : PG Edition - Crédit photos : Günther Vicente

